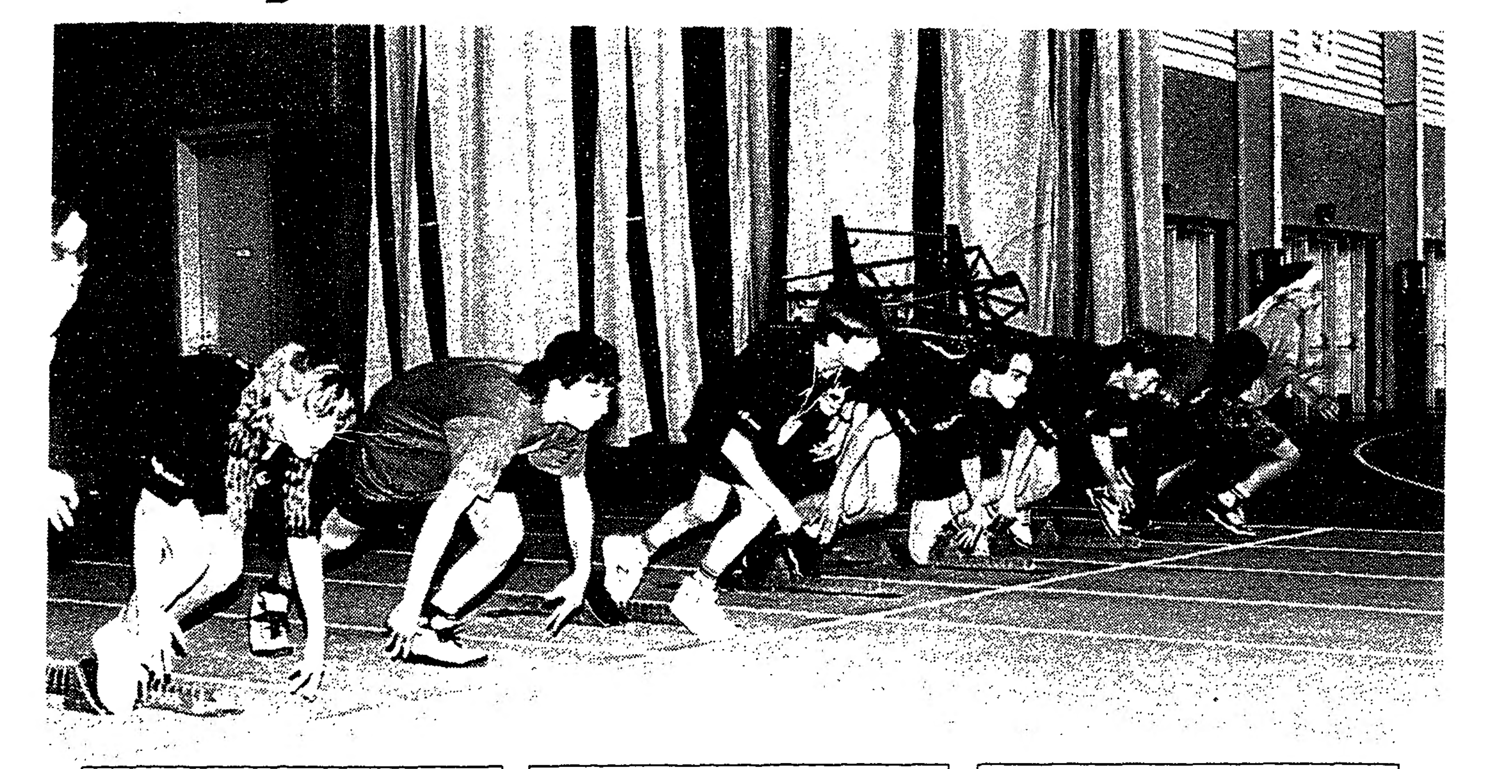
LE FRANCO

Depuis 1928, le seul journal de langue française en Alberta

Vol. 27 n°41 **Edmonton, le vendredi 12 novembre 1993** **~~16~~ 20 pages** **60¢**



La jeunesse s'active



Prix de la délégation Région du Nord-Ouest

Prix de l'amélioration Région du Centre

Prix de l'amitié Région d'Edmonton

...à lire en page 13

Une femme impliquée

CAROLE THIBEAULT

CALGARY- La grande gagnante du concours lancé par Action Éducation Femmes - Alberta a été Mme Danielle Launière de Calgary. Comme les quatre autres femmes qui ont été présentées à l'émission «Clin d'oeil» de CHFA au cours de la semaine, Mme Launière a su laisser sa marque dans sa communauté.

Danielle Launière habite Calgary depuis 20 ans. Depuis son arrivée, elle a toujours cherché à s'impliquer auprès des

...suite en page 3

Les livres de Guy Lacombe

JEAN-LUC THIBAULT

EDMONTON- Deux semaines après le lancement officiel des deux premiers livres de la série «Parle-moi de francophonie» des Éditions Duval dans le cadre du Rond-Point de l'ACFA, le distributeur associé, Francophonie Jeunesse de l'Alberta, se dit très satisfait du nombre de livres vendus.

Les deux livres, qui sont un résumé de chroniques présentées par Guy Lacombe sur les ondes de CHFA-Radio-Canada à Edmonton, ont également suscité de nombreux commentaires positifs de la part des Franco-Albertains qui se les ont procurés.

Selon Denis Bussière, coordonnateur de l'autofinancement à FJA, les gens ont semblé apprécier le contenu de ces livres ainsi que leur présentation graphique et photographique. Plus de 250 livres ont ainsi été vendus durant la fin de semaine du Rond-Point. Déjà, le soir du lancement, auquel ont assisté plus de 150 personnes, les livres s'envolaient rapidement.



(Photo Carole Thibeault)

Dans le cadre du Rond-Point, Jean Poulin a fait le lancement officiel de la série «Parle-moi de francophonie». Les deux premiers livres de la série sont de l'auteur Guy Lacombe. Sur la photo, on reconnaît Guy Lacombe, Alain Nogue et l'éditeur Jean Poulin.

Au cours des prochains jours, FJA doit se réunir avec les dirigeants des Éditions Duval pour planifier la prochaine stratégie à adopter pour mousser la vente de ces livres. Selon Jean Poulin, le président des Éditions Duval, ces deux livres font d'excellents cadeaux de Noël, donc la stratégie adoptée visera, en premier lieu, les six prochaines semaines, soit d'ici à Noël. Ensuite une stratégie à plus long terme sera développée afin de s'assurer de la qualité de la mise en marché de ces deux livres dans les différentes régions albertaines.

12/11

La saga des Oilers se poursuit

...à lire en page 14

En bref...

Alliance française

EDMONTON- Il est temps pour les membres de l'Alliance française d'Edmonton de renouveler leur cotisation. De plus, l'organisme lance une série d'activités pour la fin du mois de novembre: trois vidéos et un film reprenant les oeuvres de Maupassant, les 11, 12, 13 et 14 novembre; conférence et téléconférence intitulées «Le diable et l'idéologie guerrière», animées par l'écrivain M. Gérald Messadié, le 30 novembre; en plus d'autres activités. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec l'Alliance française d'Edmonton au 433-0671.

Nouveau vol

EDMONTON- Les voyageurs de l'aéroport municipal d'Edmonton à destination de Fort McMurray ont un nouveau service depuis le 1er novembre. North American Airlines offre désormais trois vols dans les deux directions, tous les lundis et vendredis, et un vol les dimanches. Les arrivées et les départs d'Edmonton se font à partir du hangar #6 de l'aéroport municipal et à Fort McMurray, de l'aéroport principal.

Jeux du Canada

GRANDE PRAIRIE- Les Jeux du Canada qui se dérouleront à Grande Prairie en 1995 se sont alliés avec deux nouveaux commanditaires officiels. Il s'agit de Sun Ice Limitée qui commanditera les épreuves de ski alpin, de ski acrobatique et de ski pour les personnes handicapées, et Xérox Canada Limitée qui commanditera l'épreuve de patinage artistique. Sun Ice fournira les vêtements extérieurs des bénévoles et Xérox pourvoira les photocopieurs, les télécopieurs, les fournitures renouvelables et les services d'entretien nécessaires. La contribution minimale des commanditaires officiels se chiffre à 250 000$.

Au national

Le nouveau cabinet Chrétien

OTTAWA(APF): Jean-Robert Gauthier ne sera pas ministre dans le cabinet de Jean Chrétien. Pas plus que Don Boudria, Ronald Duhamel et Pierrette Ringuette-Maltais. En revanche, Diane Marleau de Sudbury en Ontario est maintenant ministre de la Santé alors que Doug Young d'Acadie-Bathurst au Nouveau-Brunswick s'occupera du Transport.

Les francophones de l'extérieur du Québec auront donc deux ministres au sein du cabinet. Un autre, Fernand Robichaud de Beauséjour au Nouveau-Brunswick, reçoit un prix de consolation pour avoir cédé son comté à Jean Chrétien en 1990: il sera secrétaire d'Etat pour les Affaires parlementaires. La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) a exprimé sa satisfaction.

Il n'y aura que 22 ministres au cabinet, un de moins que sous Kim Campbell, qui avait déjà donné le signal d'une restructuration de l'appareil gouvernemental, en réduisant la taille du cabinet de 32 à 23 ministres.

A ces 22 ministres, Jean Chrétien ajoute huit secrétaires d'Etat, qui ne feront pas partie du cabinet mais qui seront membres du Conseil des ministres. Ces secrétaires d'Etat seront rattachés à un ministre du cabinet et fourniront un appui additionnel aux ministres. Fernand Robichaud, par exemple, se rapportera à Herb Gray, que le Premier ministre a nommé solliciteur général et leader du gouvernement à la Chambre des communes.

Le ministère du Patrimoine canadien, anciennement le Secrétariat d'Etat, ne sera à peu près pas modifié dans sa structure



Jean Chrétien

actuelle. C'est dire que la fusion entre les Communications et le Secrétariat d'Etat suivra son cours. C'est l'ancien ambassadeur Michel Dupuy, un député du Québec qui hérite de ce ministère.

Finalement, l'Ontario a donc dix ministres et deux secrétaires d'Etat pour un total de douze représentants au Conseil des ministres, le Québec suit avec quatre ministres et une secrétaire d'Etat pour un total de cinq, l'Alberta a deux ministres, le Manitoba a un ministre et un secrétaire d'Etat, tout comme la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick. Les autres provinces ont un représentant, tout comme les Territoires.

Jean Chrétien a aussi annoncé une importante réduction de la taille et du budget des cabinets des ministres et des secrétaires d'Etat, ce qui devrait entraîner des économies de 10 millions de dollars par année. Ainsi, les postes de chefs de cabinet sont éliminés et le personnel sera réduit à son plus strict minimum.

Il y aura aussi moins de comités. Il y en avait onze sous Brian Mulroney, il y en aura seulement quatre sous Jean Chrétien. Le cabinet plénier sera le principal organe de décisions collectives. Le Comité des priorités et de la planification, là où se prenaient les décisions importantes sous Brian Mulroney, est aboli. Les quatre comités du cabinet créés par Jean Chrétien sont: Politique du développement économique, Politique du développement social, Conseil du trésor et Comité spécial du Conseil.

Ministres

Herb Gray, Ontario, Solliciteur général
André Ouellet, Québec, Affaires étrangères
Lloyd Axworthy, Manitoba, Perfectionnement des ressources humaines et Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
David Collenette, Ontario, Défense nationale et Anciens combattants qui ne forment plus qu'un seul ministère
Roy MacLaren, Ontario, Commerce international
David Anderson, Colombie-Britannique, Revenu national
Ralph Goodale, Saskatchewan, Agriculture et Agro-alimentaire
Charles Dingwall, Nouvelle-Ecosse, Travaux publics, Services gouvernementaux et Agence de promotion économique du Canada atlantique
Ron Irwin, Ontario, Affaires indiennes et Nord canadien
Brian Tobin, Terre-Neuve, Pêches et Océans
La sénatrice **Joyce Fairbairn**, Alberta, Leader du gouvernement au Sénat et ministre responsable de l'alphabétisation
Sheila Copps, Ontario, Vice-première ministre et Environnement
Sergio Marchi, Ontario, Citoyenneté et Immigration
John Manley, Ontario, Industrie
Diane Marleau, Ontario, Santé
Paul Martin, Québec, Finances
Douglas Young, Nouveau-Brunswick, Transports
Michel Dupuy, Québec, Patrimoine canadien
Arthur Eggleton, Ontario, Conseil du Trésor
Marcel Massé, Québec, Conseil privé, Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique
Anne McLellan, Alberta, Ressources naturelles
Allan Rock, Ontario, ministre de la Justice et procureur général du Canada

Secrétaires d'Etat

Sheila Finestone, Québec, Multiculturalisme et Situation de la femme
Fernand Robichaud, Nouveau-Brunswick, Affaires parlementaires
Ethel Blondin-Andrew, Territoires du Nord-Ouest, Formation et Jeunesse
Lawrence MacAulay, Ile-du-Prince-Edouard, Anciens combattants
Christine Stewart, Ontario, Amérique latine et Afrique
Raymond Chan, Colombie-Britannique, Asie-Pacifique
Jon Gerrard, Manitoba, Sciences, Recherche et Développement
Doug Peters, Ontario, Institutions financières internationales

Dans LE FRANCO il y a 25 ans...

Mercredi le 13 novembre 1968, vol. 2, no. 1

- Durcissement de Québec vis-à-vis Ottawa?
- Le Pape propose une «pédagogie de la paix...»
- Plusieurs sociétés de la Couronne ne connaissent pas encore ce qu'est le bilinguisme
- A grands coups d'épée... dans l'eau! (éditorial)
- Questionnaire sur l'école française
- Brian Campbell... à propos des 2 langues officielles
- Mise en garde contre les dangers du bilinguisme trop précoce

Nomination

EDMONTON- Le Bureau du Québec à Edmonton a annoncé la nomination de Mme Brigitte Paradis à titre de conseillère en communications.

Originaire de la ville de Québec, Mme Paradis réside en Alberta depuis cinq ans. Après des études en droit et en administration à l'Université Laval, Mme Paradis a oeuvré dans le domaine des communications pour le gouvernement du Québec et l'Union des artistes.

Mme Paradis est responsable du programme de communication et des relations publiques du Bureau.

Moi, le français, je le parle par coeur

L'éducation, l'avenir au coeur du présent

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON- Le Réseau action éducation femmes - Alberta (AEF), présidé par Mme Ghislaine Lavergne, participe pleinement à la Semaine nationale de l'éducation des femmes francophones, ayant pour thème «L'éducation, l'avenir au coeur du présent», qui se déroule du 7 au 14 novembre 1993.

AEF veut en premier lieu souligner formellement le travail de certaines femmes de la communauté francophone en Alberta. Ces femmes sont donc interviewées tout au cours de la semaine à l'émission «Clin d'oeil» à CHFA. L'une d'entre elle, Mme Danielle Launière, a d'ailleurs été choisie particulièrement pour ses efforts et Le Franco vous la présente en page 1 de la présente édition.



Ghislaine Lavergne

Le 10 novembre, trois soupers causerie ont aussi été présentés à Edmonton, Calgary, St-Paul. À Edmonton, Mme Gilberte Gougeon s'est entretenue de «La croissance personnelle, l'affaire de toute une vie». Mme Micheline Paré, à Calgary, a présenté une conférence intitulée «À la fine point de sa compétence». Quant à St-Paul, le souper à la fortune du pot a été animé par Mme Lise Holeton, qui a parlé de l'estime de soi lors d'une conférence intitulée: «Me connaître et m'aimer».

Bien que des activités spéciales aient été organisées pendant cette semaine, AEF est active tout au long de l'année. Par exemple, l'association, qui regroupe une cinquantaine de membres, publie un bulletin dans le but les tenir informées. D'ailleurs, la Semaine de l'éducation des femmes francophones a débuté lundi dernier par une enquête menée auprès des jeunes filles de l'école Maurice-Lavallée à Edmonton. En effet, le réseau national mène présentement une recherche vers l'équité en éducation physique ayant pour but de créer un milieu non sexiste pour les jeunes francophones.

Les dossiers de la reconnaissance des acquis et la femme et la finance sont aussi d'autres sujets traités par AEF.

Le but principal du Réseau Action éducation femmes vise à amener les femmes francophones du Canada vers une prise de conscience de leur condition de vie et une prise en charge de l'amélioration de leurs propres conditions par le soutien et la promotion de l'éducation sous toutes ses formes.

Le comité provincial est composé de: Ghislaine Lavergne, présidente; Edmée Tilroe, vice-présidente; Angèle Buteau, secrétaire; Marlène Boeda, trésorière; Micheline Parée, conseillère; Fernande Bergeron, présidente sortante.

Les femmes et les professions

Le Réseau national d'AEF action éducation femmes

EDMONTON- Les femmes représentent maintenant 42% de la main-d'oeuvre, un changement considérable qui ne semble pas être temporaire. Elles constituent la majorité des employés de bureau (80%). Elles représentent 57% de la main-d'oeuvre dans le secteur des services et 46% dans celui de la vente. De plus, 47% des femmes occupent des postes de direction ou de gestion mais dans certains secteurs spécifiques comme l'enseignement, la médecine et la santé (surtout des postes d'infirmières).

Leur occupation varie selon leur âge. Quand elles ont entre 15 et 19 ans, elles sont nombreuses dans les domaines du travail de bureau, des sciences naturelles, sociales et de la santé. Entre 30 et 54 ans, elles sont plus nombreuses à occuper des postes de direction, mais elles sont moins nombreuses que les hommes. Entre 35 et 44 ans, elles oeuvrent surtout dans le domaine de l'enseignement où elles sont plus nombreuses que les hommes. Les femmes francophones âgées de 45 à 65 ans travaillent surtout dans l'usinage des matières premières.

Plus une femme est instruite, plus elle est active sur le marché du travail. Selon Statistique Canada, en 1988, les diplômées universitaires étaient trois fois plus actives sur le marché du travail que les femmes n'ayant fait que des études primaires. Le taux de chômage chez les femmes diplômées universitaires est la moitié de celui des femmes ayant moins de neuf années de scolarité. De plus, les femmes plus scolarisées occupent davantage un emploi à temps complet. De façon générale, une femme francophone sur trois occupe un emploi à temps partiel; elles sont trois à quatre fois plus nombreuses que les hommes francophones à détenir ce type d'emploi. En 1988, les femmes canadiennes occupaient 72% des emplois à temps partiel. Un tiers de ces femmes avait de jeunes enfants et vivaient avec leur conjoint, 20% étaient chefs de familles monoparentales. Seulement 3% des hommes mariés détiennent un emploi à temps partiel.

• Le décrochage

C'est fermer les portes de l'avenir

EDMONTON- L'éducation des femmes commence d'abord par les jeunes filles. Mais tout le monde sait que le Canada est présentement aux prises avec un sérieux problème de décrochage. Voici quelques faits saillants qui peuvent en faire réfléchir plusieurs:

- Le point commun le plus frappant que partagent sans exception toutes les décrocheuses est le profond sentiment de détachement à l'endroit du milieu scolaire.

-Plus de femmes que d'hommes âgés de 22 ans et plus retournent à l'école secondaire pour tenter d'obtenir leur diplôme, mais elles sont très nombreuses à abandonner une deuxième fois.

- Le gouvernement canadien prédit 1 000 000 de décrocheuses/rs pour la décennie 1990, soit 100 000 par année.

- Deux décrocheuses sur dix vivent dans une famille monoparentale, un taux légèrement plus élevé que la moyenne.

- Le taux de décrochage est 2,2 fois plus élevé chez les jeunes vivant dans la pauvreté que chez les jeunes des autres groupes de revenu. Ceci donne lieu à des coûts considérables pendant toute la vie pour la société, que ces coûts soient mesurés en fonction de pertes de potentiel humain ou des effets strictement économiques.

- Les garçons décrochent plus que les filles, 42% contre 28%; les francophones deux fois plus que les anglophones et ceux des autres ethnies.

La nouvelle technologie et les critères n'étant plus les mêmes, il faut à tout prix sensibiliser les jeunes à l'importance de terminer leurs études secondaires. En janvier 1990, Jean Charest, à l'époque ministre fédéral de la Jeunesse, déclarait: «D'ici l'an 2000, la proportion de nouveaux emplois exigeant 17 années de scolarité atteindra presque 50%, comparativement à 22% aujourd'hui».

SAVIEZ-VOUS QUE?

Une femme sur trois de langue maternelle française de l'Alberta a un postsecondaire sans grade universitaire comme plus haut niveau de scolarité et pour plus des deux tiers d'entre elles, ce niveau d'études est complété.

Une femme sur dix de langue maternelle française de l'Alberta a acquis un diplôme universitaire et pour les deux tiers d'entre elles, leur niveau d'études le plus élevé est un diplôme de 1er cycle universitaire.

Près de la moitié des femmes de langue maternelle française en Alberta ont étudié dans le domaine de l'administration au niveau du diplômé d'une école de métiers.

Plus du tiers des femmes de langue maternelle française en Alberta dont le plus haut niveau de scolarité est un diplôme postsecondaire sans grade universitaire est diplômé dans le domaine de l'administration.

Quatre femmes sur dix de langue maternelle française en Alberta dont le plus haut niveau de scolarité est un 1er cycle universitaire sont diplômées dans le domaines de l'enseignement.

Une femme sur deux de langue maternelle française en Alberta occupe un emploi de secrétaire, commis, vendeuse, serveuse ou coiffeuse.

Une femme sur neuf de langue maternelle française de l'Alberta est un enseignante.

Plus de la moitié (57,2%) des femmes de langue maternelle française de l'Alberta a des revenus de 9 999$ ou moins et parmi elles, le tiers est sans revenu.

Sept femmes sur dix de langue maternelle française de l'Alberta ayant un emploi salarié travaillent à temps plein.

Huit femmes sur dix possédant un diplôme de 2e ou 3e cycle universitaire ont un emploi à temps plein.

Danielle Launière

...suite de la page 1

francophones de Calgary. On se sou-viendra, entre autres, qu'elle a fait partie des Dames de Ste-Famille, groupe paroissial chargé de recueillir des fonds pour la paroisse. On se rappellera aussi qu'elle a toujours été de la partie lorsqu'est venu le temps de signer des pétitions en faveur de la télévision, de la radio et de l'école françaises à Calgary. Elle a de plus siégé pendant plus de trois ans sur le comité exécutif de l'ACFA régionale de Calgary dont un an comme vice-présidente et deux ans à la présidence. Le 30 octobre dernier, la reconnaissance de ses talents s'est même fait connaître au niveau provincial alors que les membres l'ont élue à la vice-présidence de l'ACFA provinciale.

«Ça fait vraiment plaisir de recevoir quelque chose comme ça. Mais je pense qu'il y a beaucoup d'autres femmes dans la communauté francophone de Calgary qui en mériteraient autant», a déclaré Mme Launière lorsqu'elle a appris qu'elle remportait le concours.

Éditorial

Un cabinet national

Les politiciens qui gouverneront le pays au cours des prochaines années sont maintenant au travail depuis la semaine dernière. Mais il nous reste encore à apprendre à les connaître avant de pouvoir juger de leurs compétences dans l'administration du pays. On peut cependant se permettre une petite analyse du choix du Premier ministre Jean Chrétien.

Avec le nombre de députés élus en Ontario, il n'est pas surprenant que cette province domine le cabinet avec dix ministres. Au Québec, on retrouve 5 ministres incluant Jean Chrétien. Pour le reste, le nouveau Premier ministre a joué le jeu de la représentativité, allouant à chaque province au moins un ministère, à l'exception de l'Ile-du-Prince-Edouard.

Une seule province, l'Alberta, a été plus choyée. En plus de la députée Ann McLellan, d'Edmonton-Nord-Ouest, une autre albertaine accède au cabinet. Il s'agit de la sénatrice Joyce Fairbairn qui a été choisie pour diriger les libéraux au Sénat. Ce choix pourrait s'avérer fort profitable aux libéraux. La présence d'une Albertaine comme leader du gouvernement au Sénat pourrait finalement aider à modifier l'image négative qu'a la majorité des Albertains envers la Chambre haute.

Les surprises...

Ici en Alberta, la question, qui a surtout été soulevée, a été celle de l'absence de David Kilgour au sein du nouveau cabinet. Le député d'Edmonton-Sud-Est est devenu libéral à la suite de son expulsion du Parti conservateur après s'être opposé à la TPS. Il a depuis joué un rôle important dans la renaissance du Parti libéral dans la province. C'est donc avec une certaine surprise que les Albertains ont appris que David Kilgour ne faisait pas partie de l'équipe de Jean Chrétien.

Mais il n'est pas le seul oublié de cette nouvelle équipe. Les noms de Don Boudria et de Jean-Robert Gauthier sont également absents de la liste. Pourtant, au cours du règne conservateur, ils ont été constamment sur la ligne de front de la Chambre des communes à dénoncer l'administration Mulroney. Probablement que leur énergie trop agressive a fait peur à monsieur Chrétien.

Une dernière surprise concerne le retour de Mitchell Sharp, l'ancien ministre libéral et mentor de Jean Chrétien, sur la scène politique fédéral. Avec un salaire annuel d'un dollar, monsieur Sharp devient en quelque sorte la conscience du cabinet. Il conseillera le Premier ministre et les autres ministres mais il s'assurera surtout que les moins expérimentés ne commettront pas trop d'erreurs. L'idée n'est pas mauvaise, mais il faudra attendre avant de juger. Tout dépendra de la façon que le nouveau conseiller utilisera son nouveau pouvoir.

Les Canadiens au travail

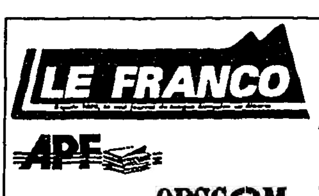
Pour en revenir au nouveau cabinet, les 22 ministres et le Premier ministre ont un défi énorme à relever, celui de remettre le Canada au travail. La majorité d'entre eux n'ont pas une grande expérience du pouvoir. C'est donc normal que les Canadiens laissent une chance aux coureurs. Mais les nouveaux ministres devront courir vite s'ils ne veulent pas être rattrappés par les centaines de milliers de chômeurs qui ont fondé beaucoup d'espoir envers les promesses électorales des libéraux. Maintenant au pouvoir, ceux-ci devront livrer la marchandise. Sinon la lune de miel qui accompagne tout nouveau gouvernement risque d'être de très courte durée. Pour leur venir en aide, le Premier ministre Jean Chrétien a nommé 8 secrétaires d'État qui joueront à 75 pour cent, si on se fie à leur salaire, le rôle de ministres mineurs.

Si on a bien compris, le Premier ministre Jean Chrétien n'avait pas vraiment d'autres choix que de suivre l'exemple de celle qui l'avait précédé en réduisant la taille de son cabinet. En nommant les 8 secrétaires d'État, il a donc réussi à contourner le problème.

L'expérience parlementaire

Mais il n'y a pas seulement que les ministres et les sécrétaires d'État qui auront à s'habituer à leur nouveau rôle. Il y a également plus de 200 députés qui feront leur premières armes en politique. Ce sera certainement intéressant de surveiller les premiers débats en Chambre en espérant que ces nouveaux venus apporteront un peu de fraîcheur à cette institution parlementaire qui a bien des difficultés à se moderniser...

Jean-Luc Thibault



Directeur par intérim: Jean-Luc Thibault
Adjointe-administrative: Micheline Brault
Correspondant national: Yves Lusignan
Journaliste: Carole Thibeault
Graphiste: Marc Vaillancourt

Toute correspondance doit être adressée à:
Le Franco
8923, 82e Avenue
Edmonton (Alberta), T6C 0Z2
Tél.: (403) 465-6581 Téléc.: (403) 465-3647

Abonnement d'un an: 19,26 $ (TPS incluse)
Hors Canada: 34,24 $ (TPS incluse)
Courrier de deuxième classe - Enregistrement 1881
Les membres de l'Association canadienne-française de l'Alberta sont automatiquement abonnés au journal en payant leur cotisation à l'ACFA.

Le Franco est imprimé sur les presses de CENTRALWEB Colorpress, Edmonton, Alberta.

Voici la liste des correspondants et correspondantes du journal LE FRANCO.

La majorité de ces personnes a participé à l'atelier de formation pour les correspondants du journal LE FRANCO, dans le cadre du Rond-Point. Certaines d'entre elles ont déjà collaboré en de nombreuses occasions au journal, tandis que les autres se disent intéressées à débuter ce genre de collaboration.

Si vous avez des communiqués à transmettre, des nouvelles importantes à annoncer ou toutes autres informations que vous jugez dignes d'intérêts pour nos lecteurs, vous pouvez les faire parvenir à leur intention par l'entremise de votre ACFA régionale.

BONNYVILLE	Lucie Lavoie
CALGARY	Jacques Girard (sport) Alain Bertrand Jean-Pierre Grenier (culture)
CENTRALTA	Julie Bouchard-Dallaire Lucienne Brisson (St-Albert) Gilberte Lefebvre (St-Albert)
EDMONTON	Diane Lemelin Annie Simard (culture) Danyèle Lacombe
FORT McMURRAY	Marc Nadon
JASPER	Marie-Joël Diard
LETHBRIDGE	Adjoa Savage
PLAMONDON	Lina Labonté
RIVIÈRE-LA-PAIX	Sophie Savoie (St-Isidore) Michel Bouchard (Falher) Jeannette Ouellette (Tangent)

Qu'en pensez-vous?

Non aux coupures!

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON- Le gouvernement albertain veut effectuer des compressions budgétaires de l'ordre de 369 millions de dollars dans le secteur de l'éducation.

Bien que les jeunes comprennent souvent peu ou mal l'actualité courante, cette fois-ci, ils sont les premiers concernés et ils ne se sont pas faits prier pour livrer leur message.

Question: Pensez-vous que le gouvernement devrait couper dans le secteur de l'éducation?



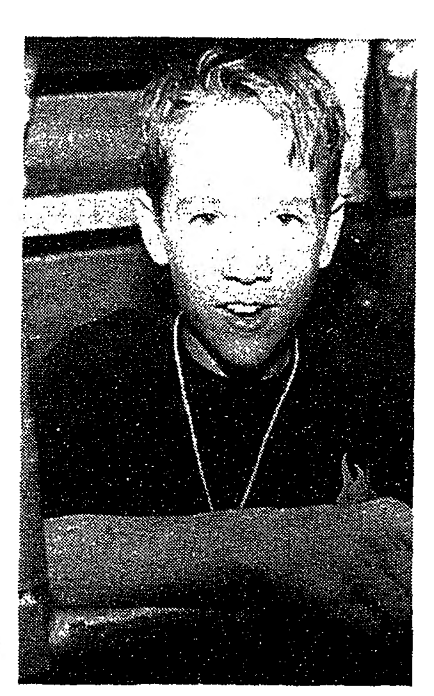
Bryan Grauman, Red Deer, 12 ans.

«Je ne crois pas qu'il veut le faire mais je crois qu'il doit le faire. Je ne crois pas que c'est juste... mais c'est le gouvernement».



Chantal Fournier, Donnelly, 12 ans.

«Non, il ne devrait pas couper».



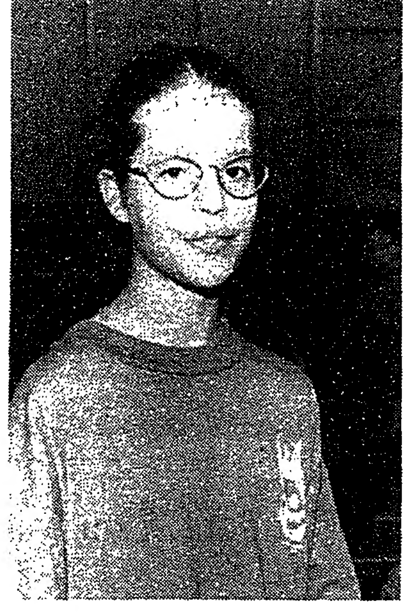
Cedrik Leblanc, Jean-Côté, 12 ans.

«Il ne devrait pas faire de coupures. Ça prend un avenir pour nous autres».



Crystal Rondeau, Bonnyville, 14 ans.

«Je pense que ce n'est pas vraiment une bonne décision parce que si on n'a pas assez d'argent pour les écoles, les personnes ne seront pas aussi éduquées».



Sarah St-Jean-Mahé, Edmonton, 14 ans.

«Je pense que le gouvernement devrait couper ailleurs que sur l'éducation parce que c'est très important pour nous. On a besoin de l'éducation. Il y a du monde à l'université qu'eux-mêmes ne peuvent pas trouver de jobs....».



Faye Delorme, Calgary, 12 ans.

«Il dit qu'on devrait avoir un bon futur mais quand il coupe l'éducation, c'est un peu difficile».

Courrier des lecteurs

Monsieur le rédacteur,

J'étais présent à la réunion annuelle de l'ACFA où la question de l'accès aux pages du Franco par ceux et celles qui ne partagent pas le point de vue de l'ACFA a été abordée. Selon moi, Madame Gilberte Gougeon aurait dû être entendue, ou plutôt lue, surtout étant donné qu'elle ne cherchait qu'à apporter des précisions à un article paru au sujet des différends entre le conseil d'administration du Franco et le conseil exécutif de l'ACFA. Puisque son nom paraissait dans l'article, vous conviendrez qu'elle avait un droit légitime de présenter son côté de l'affaire.

À mon avis, vous avez la responsabilité de trancher en faveur de vos lecteurs et j'espère que vous acquiescerez à ma requête de publier la lettre de Madame Gougeon sous celle-ci. De cette façon, vos lecteurs auront une preuve tangible que le Franco leur est toujours accessible.

Veuillez agréer, Monsieur le rédacteur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Alain Nogue
Edmonton

Lettre de Madame Gilberte Gougeon

Monsieur le rédacteur,

Dans l'article où l'ACFA explique sa position (édition du 8 octobre), on relate que le congédiement du directeur du Franco et la destitution du conseil d'administration du journal tient au fait que «par ses actions le conseil d'administration avait indiqué clairement à l'actionnaire-propriétaire qu'il ne partageait pas les mêmes opinions que l'actionnaire par rapport aux orientations du journal et conséquemment qu'il n'était pas prêt à travailler avec l'actionnaire». Ce sont là, à mon avis, des propos qui masquent la vérité.

J'ai été membre du C.A. du Franco pendant deux ans. Au moment où l'ACFA a pris sa décision de congédier le directeur du journal et de destituer le C.A., je n'en étais plus membre. En vue de consacrer plus de temps à mon rôle de présidente nationale des Guides francophones du Canada, j'avais annoncé ma démission le 2 juin; celle-ci prenait effet le 22 septembre, après la réunion mensuelle du C.A. Cependant, j'en étais encore membre lors d'une rencontre tenue le 18 août entre les membres du C.A. et messieurs Denis Tardif et Léo Piquette qui représentaient le comité exécutif de l'ACFA.

Je veux témoigner de ce qui s'est passé à cette rencontre et ce, en mon propre nom. Cette rencontre, selon moi, n'avait pas pour but de discuter des orientations du journal. Cette rencontre spéciale, convoquée par le comité exécutif de l'ACFA, n'avait d'autre but. à mon avis, que d'enjoindre le C.A. à congédier M. Brault, le directeur du Franco.

J'ai dit non à cette injonction. Mes collègues du C.A. ont également dit non. Pour ma part, j'ai dit non parce qu'il m'a semblé que les arguments et les moyens préconisés par messieurs Tardif et Piquette allaient à l'encontre des exigences de la justice et des normes des relations de travail. L'évaluation du rendement d'un employé doit s'effectuer proprement, à découvert et à partir de critères de rendement précis ainsi que de faits concrets. Aussi, pour moi, il n'était pas question d'acquiescer à cette injonction sans preuves de mauvais rendement; des affirmations vagues, des allégations imprécises et des rumeurs ne constituent pas, à mon avis, des raisons valables et justes qui puissent soutenir une décision aussi importante que l'est le congédiement d'un employé.

Les propos des participants au cours de cette rencontre ont été enregistrés sur cassette. Son contenu atteste que je ne me suis pas opposée aux vues de l'actionnaire-propriétaire quant aux orientations du journal. Je me suis opposée vivement et vigoureusement à des pratiques de gestion du personnel qui m'apparaissent douteuses et indignes.

Gilberte Gougeon
Le 13 octobre 1993

Une mère se bat pour l'immersion

ALAIN BERTRAND

CALGARY- Une mère de trois enfants aimerait voir l'instauration d'une école d'immersion française dans le quartier nord-est de Calgary.

Carolyn Foard-McPhail n'est pas très optimiste. Les commissions scolaires, touchées par de graves contraintes budgétaires, ne sont pas très réceptives à l'idée de construire une nouvelle école. «Je veux un programme d'immersion française pour mes enfants», explique madame Foard-McPhail. «Je crois que c'est un atout essentiel pour leur éducation et je ne comprends pas pourquoi cela ne s'est pas encore fait surtout que des fonds monétaires ont déjà été assignés à ce projet».

Dans une lettre envoyée au Conseil scolaire catholique, Mme Foard-McPhail indiquait que Jim Dinning, ministre de l'Éducation à l'époque, a affecté en 1990 un budget pour une nouvelle école d'immersion dans le nord-est de Calgary.

Selon Mme Linda Wellman, commissaire scolaire pour le quartier nord-est, cet argent aurait été alloué pour la construction d'une école élémentaire et non une école d'immersion. «J'aimerais moi aussi voir une école d'enseignement bilingue dans le nord-est mais nous devons d'abord répondre aux besoins de la communauté catholique en premier et offrir des services d'enseignement de base», commente Mme Wellman. Nous devons baser nos décisions sur le bien-être du district en général et non juste une partie».

L'allocation provinciale de 3 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle école élémentaire a été dirigée vers le projet de l'école unilingue anglophone Monsignor Hethe-rington qui ouvrira ses portes en septembre 1995 dans le quartier Coral Springs.

Présentement, 130 élèves en immersion du nord-est de la ville prennent quotidiennement l'autobus pour se rendre à l'école Holy Redeemer située dans le sud-est. Le nord-est est le seul quartier à ne pas avoir une école d'immersion.

Mme Foard-McPhail a reçu plus de 90 réponses positives à une lettre envoyée aux parents des six écoles anglophones du quartier demandant leurs opinions sur l'établissement d'une école d'immersion.

La présidente du conseil scolaire, Mme Shirley Valentine, dit que ces parents seront invités à présenter une demande à la commission scolaire. «Regardons les choses en face. Le nombre d'inscriptions au programme d'immersion ne représente que 8% du total, explique Mme Valentine. L'argent pour de nouvelles écoles n'existe tout simplement plus».

Lire et écrire sans difficulté? Un nouvel espoir...

DIANE LEMELIN

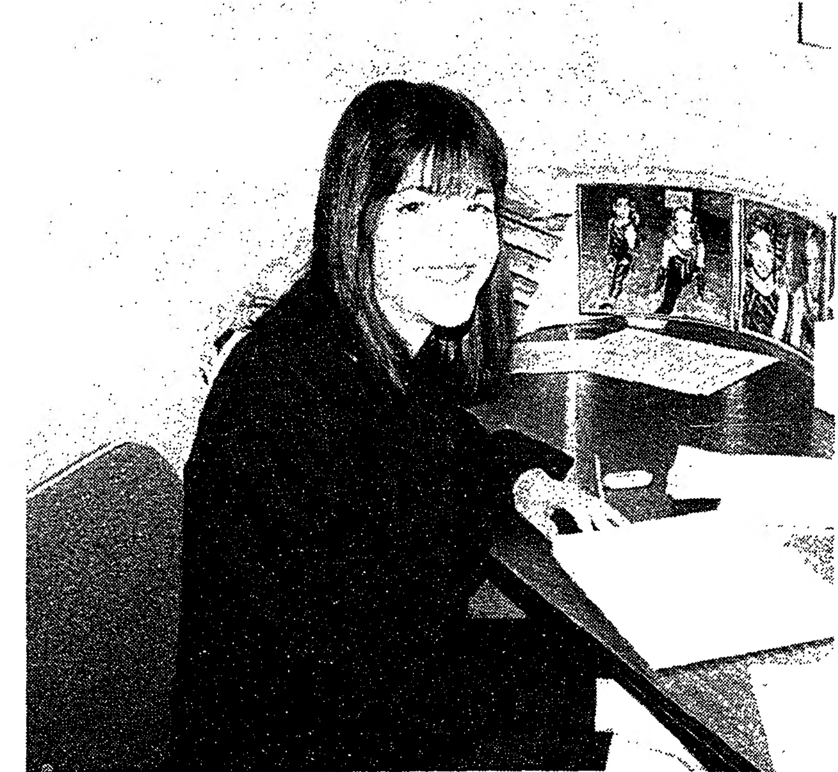
EDMONTON- Certaines personnes, adultes ou enfants, ont à faire face à de sérieux problèmes à lire et à écrire. Les termes difficultés d'apprentissage, dyslexie et même déficience mentale leur ont peut-être été attribués. Un traitement adéquat est souvent plus simple qu'on le croit.

L'équipe du *Edmonton Literacy Centre* travaille auprès de personnes ayant des difficultés avec la lecture et l'écriture. Les programmes les plus utilisés pour ces cas sont LINDAMOOD et NANCIBELL, tous deux mis sur pied en Californie et utilisés depuis 20 ans. Leur efficacité a donc été prouvée même avec des cas classés comme «irrécupérables».

À la suite d'une demande de plus en plus fréquente de la part de francophones et francophiles, qui désiraient obtenir cette aide en français, le Centre a obtenu le droit de traduction. Mme Yolaine Poulin, clinicienne au Edmonton Literacy Centre depuis plus de deux ans, a traduit ces programmes, tâche souvent ardue étant donné la précision de la terminologie. Les exemples et les exercices doivent aussi être adaptés selon la phonétique, celle-ci étant bien différente en anglais et en français.

Le programme LINDAMOOD, permet d'utiliser des informations sensorielles pour produire des sons. Les personnes ayant des difficultés pour la prononciation des mots lus ne peuvent donner un sens à ce qu'ils lisent. Grâce à cette technique, un étudiant devient capable de juger l'identité et l'ordre des sons. Il peut ainsi détecter ses propres erreurs et se corriger lui-même.

Le deuxième programme, NANCIBELL, se traduit comme étant la visualisation et la verbalisation pour la compréhension du langage. Une personne peut lire très bien, mais ne pas pouvoir comprendre un mot de ce qu'elle prononce. Cette situation se corrige en développant l'habileté à imager. La visualisation des mots lus améliorent l'expression orale et la pensée critique.



(Photo Diane Lemelin)

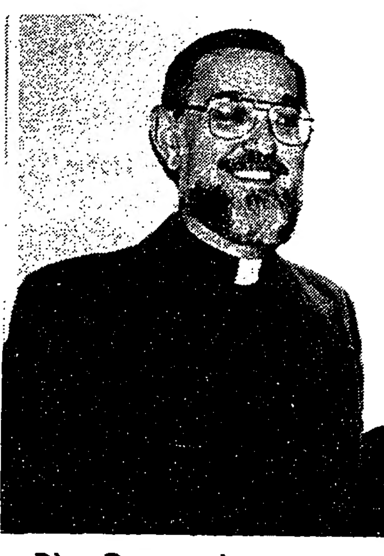
Yolaine Poulin, clinicienne au Edmonton Literacy Centre

Le *Edmonton Literacy Centre* offrira ces programmes en français prochainement. Mme Poulin spécifie qu'ils «vont à la base du problème puis le corrige. Et une fois que c'est fait, ils (les enfants) peuvent continuer à se développer.» Grâce à des tests, les cliniciens peuvent cerner la base du ou des problèmes et les corriger là où ils se situent. La différence majeure entre ces programmes et le tutorat est qu'ils ne sont pas basés sur le degré scolaire ou le curriculum. Ces techniques peuvent s'appliquer peu importe l'âge et le niveau académique de l'apprenant.

La longueur et l'intensité des traitements varient selon les individus. Certains sont fonctionnels après deux semaines et poursuivent seuls; la moyenne est cependant de quatre à six semaines. Les coûts peuvent paraître dispendieux, mais la capacité à lire et à écrire avec efficacité est tout aussi précieuse. De plus, ces traitements sont déductibles d'impôt à un pourcentage différent selon l'âge de la personne.

Les tests utilisés pour le classement avant et après les traitements sont reconnus par le ministère de l'Éducation. Si l'école a déjà évalué le niveau de lecture ou d'écriture d'un élève, les tests n'ont pas à être refaits une deuxième fois lorsque celui-ci arrive au centre, de même qu'au départ, l'école reconnaîtra son niveau atteint.

St-Albert reçoit un nouveau pasteur



Père Georges Lagrange

LUCIENNE BRISSON

SAINT-ALBERT- Le nouveau pasteur de Saint-Albert, père Georges Lagrange, o.m.i., est entré en fonction en août dernier.

Né le 28 août 1942, à Maillardville (C.-B.), il est le deuxième d'une famille de cinq enfants. Il a fait ses études primaires dans sa ville natale. Il a ensuite entrepris son secondaire à Gravelbourg (Sask.) et l'a terminé au Collège des Frères chrétiens à Vancouver (C.-B.). Pendant sept ans, on le retrouve à Battleford (Sask.) où il reçoit sa formation sacerdotale par les pères allemands. En 1968, n'étant encore que diacre, il est venu par la prédication, prêter main forte au père Maurice Lafrance, o.m.i., alors curé de Saint-Albert.

Ordonné prêtre oblat le 19 octobre 1968, à Maillardville, des mains de Mgr Carniy, il dira sa première messe au même endroit.

Comme la plupart des ses confrères religieux, ses obédiences l'amèneront un peu partout à travers le pays et même ailleurs. D'abord, à Hobbema, Saddle Lake, Fishing Lake, Brockett et Lac La Biche. Il prend alors deux années sabbatiques à Ottawa, où il étudiera en matière de «conseiller matrimonial». De là, il s'en va à Fort McMurray; et par la suite à Fort Simpson en Californie et, enfin, à Saint-Albert.

Lors d'une entrevue accordée au Franco, le père Lagrange a signalé qu'il aimait beaucoup sa nouvelle paroisse et que les gens se sont montrés sympathiques à son endroit.

Au père Lagrange qui, le 24 octobre dernier, a célébré son 25[e] anniversaire de prêtrise... ses paroissiens lui offrent leurs meilleurs voeux.

• Fondation Fernando Girard

Une autre façon d'encourager l'économie

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON- Depuis sa création en 1991, la Fondation Fernando Girard en économie a fait son bout de chemin. Avec un capital de près de 20 000$ en caisse, le conseil d'administration tente toujours d'augmenter son avoir grâce à un souper-bénéfice qui se tiendra au Bistro du Centre Marie-Anne-Gaboury, le 19 novembre prochain.

Pour l'occasion, un conférencier invité, M. Marcel Lafrance, viendra s'entretenir d'un sujet directement relié avec les buts de la Fondation: l'entrepreneurship. M. Lafrance est, entre autres, administrateur d'une compagnie de gestion financière, Gestion M & A Lafrance Inc. Il est aussi vice-président au développement et membre du conseil d'administration de la Fondation de l'entrepreneurship du Québec.

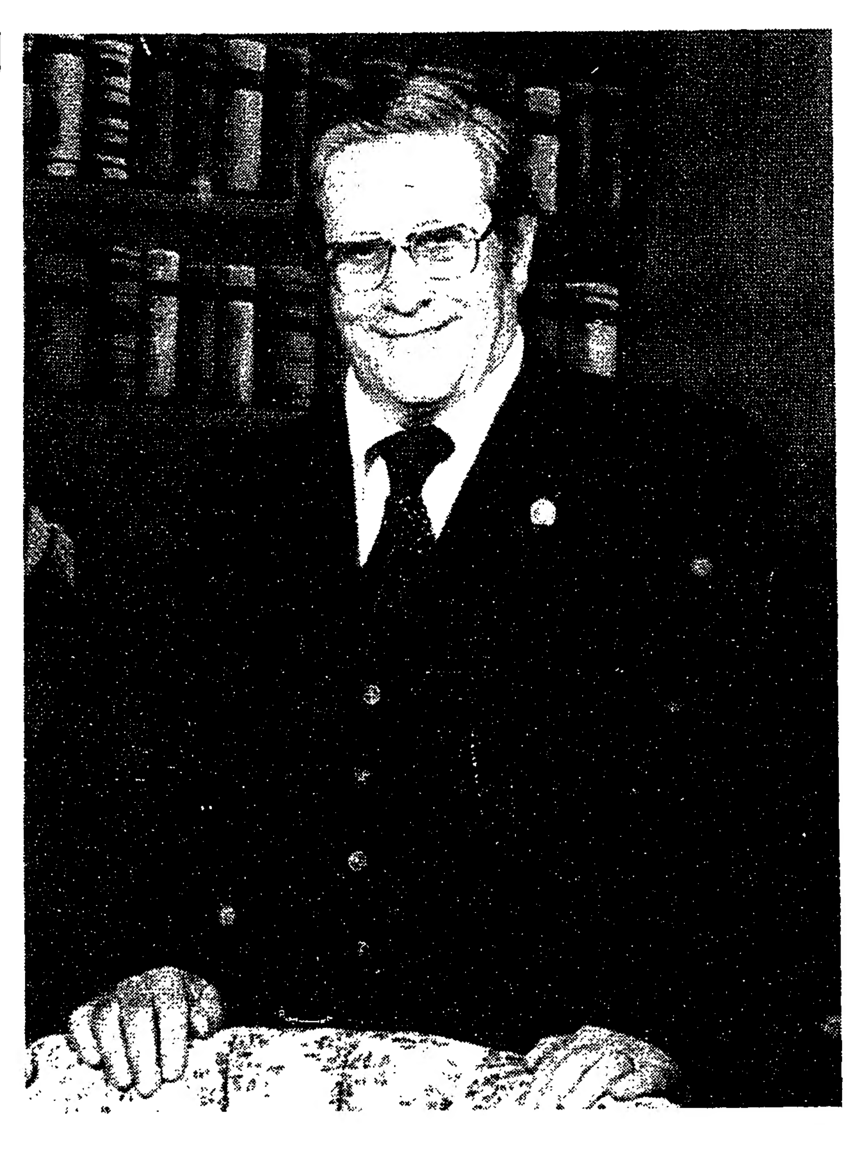
De plus, la soirée sera animée par M. Jean-Claude Lajoie de Bonnyville, homme bien connu qui a oeuvré aux côtés de Fernando Girard.

Nommée en l'honneur de M. Girard qui a dévoué une grande partie de sa vie à l'entrepreneurship et à la coopération, la Fondation poursuit des buts bien spécifiques:

- promouvoir l'éducation et la recherche dans les domaines économiques;
- promouvoir la philosophie coopérative en économie;
- donner des bourses à des individus qui feront des études dans le domaine de l'économie et de la coopération.

La souper-bénéfice sera donc l'occasion de remettre une bourse de 1000$ à un étudiant qui s'est qualifié selon les critères de la bourse. Selon Réjean Lavoie, petit-fils de Fernando Girard et conseiller au sein du conseil d'administration de la Fondation, huit personnes ont fait application pour recevoir la bourse.

Créée à l'initiative de la famille de Fernando Girard, la Fondation est aujourd'hui administrée par les membres de la famille. Toutefois, d'autres personnes de la communauté siègent aussi sur le conseil d'administration.



Fernando Girard

Émission jeunesse

EDMONTON- Le directeur de Radio-Canada en Alberta, M. Denis Lord, a annoncé que les plans de production d'une émission jeunesse régionale ont été approuvés.

L'émission prendra forme sous la direction créative du réalisateur Marc Doré, à qui on devait déjà la très populaire émission SMAC. Cette nouvelle émission sera coproduite par l'Alberta et la Saskatchewan et les jeunes auront une place prédominante.

Si la conception est encore à un stade embryonnaire, il semble d'ores et déjà évident que l'informatique et l'interaction occuperont une place importante dans le projet.

On se souviendra que toutes les émissions régionales, autres que celles d'information, avaient brusquement disparu de l'horaire lors des coupures survenues en décembre 1990, laissant un vacuum en matière de programmation régionale pour les jeunes.

Une émission pilote verrra le jour durant le mois de mai, et la grande première aura lieu en septembre 1994.

• Le signal de la SRC

Les ondes ou la loi?

CAROLE THIBEAULT

CAMROSE - M. Eudore Leblanc vit à Camrose depuis cinq ans. Comme pour beaucoup d'autres francophones de la province, la télévision de Radio-Canada à Edmonton, CBXFT, est son seul moyen de communication télévisuelle en français qui lui parle de nouvelles de sa région et de sa province. Mais en juin dernier, le câblodistributeur de Camrose a arrêté la diffusion du signal de CBXFT. Connaissant ses droits, M. Leblanc a entrepris une guerre qu'il entend bien gagner.


M. Eudore Leblanc

Selon le directeur régional de Radio-Canada, M. Denis Lord, depuis quelques années, Cable TV Camrose se plaint de la faiblesse du signal de Radio-Canada. En juin, alors que la Société d'État a dû diminuer la force de son signal pour effectuer des réparations sur son émetteur, le câblodistributeur a tout simplement arrêté la diffusion de CBXFT et a mis en ondes le réseau montréalais TVA.

Après une plainte de M. Leblanc et une rencontre avec les représentants de Radio-Canada, le directeur de Cable TV Camrose, M. Larry McLaren diffuse à nouveau le signal de Radio-Canada, mais par l'entremise du satellite, c'est-à-dire le réseau national qui ne correspond pas avec le fuseau horaire de l'Alberta et qui, également, ne présente pas le téléjournal provincial. Eudore Leblanc n'est toujours pas satisfait.

Le client envoie donc une plainte au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). Il demande également le concours de l'ACFA régionale d'Edmonton qui s'empresse de l'appuyer dans ses démarches.

Lors d'une entrevue accordée au journal Le Franco, le directeur de Cable TV Camrose a mentionné que Radio-Canada à Edmonton ne cesse d'augmenter et de diminuer la force de son émetteur, ce qui l'empêche de diffuser un signal de qualité. M. McLaren a aussi admis qu'il a l'intention de faire changer sa licence car, selon la réglementation du CRTC, il a l'obligation de diffuser le signal local de la Société d'État s'il est situé à une certaine distance en périphérie de l'émetteur.

Il semble toutefois que l'entrevue avec Le Franco a forcé la main du câblodistributeur, car quelques heures plus tard, M. Leblanc recevait son signal local. Toutefois, il semble que le câblodistributeur ait décidé de jouer lui aussi une guerre car depuis, le signal local de la SRC disparaît à intervalles réguliers.

Quant à M. Leblanc, il ne lui reste qu'à demeurer aux aguets et s'assurer que le Cable TV Camrose respecte la loi.

Au CRTC, on nous a assuré que le dossier serait suivi de près.

À CHACUN SON ARBRE

LES LAMOUREUX

CHRONIQUE # 13 de la S.G.N.O.

François, Joseph, Amable et Moïse, fils de François Lamoureux et de Marguerite Thérien, sont nés à St-Georges, Iberville(Qué).

François, né en 1836, part pour la Californie en passant par New York et un transport le mène à San Francisco par le Cap Horn. Son voyage aura duré près d'un an. Après quelques années à prospecter, il monte vers l'État de Washington en direction du Caribou et rencontre par hasard, son frère, Joseph, à Oregon City. Ensemble, ils montent vers le Caribou lorsqu'à Kamloops, ils rencontrent un ingénieur-arpenteur du C.P.R. qui les invite à se rendre dans la vallée de la Saskatchewan. Ils ont fait le voyage à cheval par la passe de Jasper, à l'automne de 1872. C'est la fondation de Lamoureux. Le 12 janvier 1874, il épouse Marie Sauvé. Ses enfants sont: Marie-Rose, Caroline, Anna, Edouard, Joséphine, Antoinette, François, Adélaïde, Alice et Marie-Louise. Il est mort le 1er novembre 1906, à l'âge de 70 ans.

Joseph, né le 9 février 1838, épouse Marie Provost en septembre 1865. De retour de l'Illinois à son village natal, la hantise des voyages le poursuit, et en 1870, il se dirige seul vers le Kansas. De là, il se trouve du travail sur un gros convoi qui s'achemine sur le «Oregon Trail», où il rencontre son frère, François. Ils se rendent à Lamoureux.

Au printemps 1873, il retourne à St-Georges et revient avec sa mère, son épouse, ses enfants, Zélia (et son mari, Théophile Lamoureux), Alcibiade, Éveline, Alphonse, Israël, et ses frères Moïse et Amable. Ils s'arrêtent à Winnipeg. De là, Joseph continue avec son fils, Alcibiade, et son frère, Moïse. Au printemps, il retourne à Winnipeg chercher les membres de sa famille, à l'exception d'Amable.

Joseph voit à la construction d'un moulin à scie à Stony Plain, d'un moulin à farine sur son emplacement près de la rivière, à Lamoureux. Il organise le transport sur la rivière par un «ferry» et des «York boat». En 1877, il donne le terrain et les matériaux pour la construction de la première église et du premier presbytère qu'il construit pour le Père venant de St-Albert.

Il achète le «Minnow» de Medicine Hat pour transporter le bois de construction, qu'il descend à Battleford où qu'il place en vente sur l'emplacement qu'il possède à Edmonton situé où est le Selkirk, jusqu'au bord de la côte où est le «Journal».

Il meurt le 13 décembre 1907, à l'âge de 70 ans. Parmi ses enfants: Éveline, Alphonse, Alcibiade, Arthur (Henriette Bibeau, 1901) prendra la succession de son père . Leurs enfants: Blandine et Rose (en seconde noce à Délia Lamoureux): Laurent, Hervie, Frank, Hermine, Armand et Roland (jumeau), Augustin, Hubert et Rita.

SGNO

Amable, né le 7 mai 1844, épousa Célina Bissonette. Après la mort de sa femme, il décide d'accompagner son frère dans l'Ouest et s'arrête à St-Boniface en 1872. Il y établit sa résidence, à 18 milles à l'est. Il épouse Mary Poirier et se rend à Lamoureux en 1885. Ils eurent 13 enfants. Il est décédé le 12 octobre 1913.

• *Centres scolaires communautaires*

À quand les parties scolaires?

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON- C'est maintenant confirmé. Grâce à une entente Canada/Alberta signée à la fin du mois d'octobre, le gouvernement fédéral, par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien, contribuera à la construction de deux centres scolaires communautaires en Alberta: ceux de Calgary et de Fort McMurray.

Il faut toutefois préciser que la somme investie par le gouvernement fédéral, qui s'élève à 3,5 millions $ pour le centre scolaire communautaire de Calgary et à 1 million $ pour celui de Fort McMurray, sera échelonnée sur six ans et ne servira qu'à la construction ou la rénovation de la partie communautaire de ces deux centres.

Ce sera donc à la province, par l'entremise de son ministère de l'Éducation et la Loi 8 portant sur la gestion scolaire qui devrait être promulguée au cours des prochains mois, de financer la partie «école» des projets. Mais au moment d'aller sous presse, le gouvernement albertain, qui doit contribuer une somme de 17 millions $, n'avait pas encore divulgué les détails de l'entente et ne s'était pas encore engagé formellement.

Calgary

À Calgary, M. Léo Boileau, président du Centre scolaire communautaire, a qualifié l'annonce faite par le fédéral de «geste historique» et pense qu'il faut laisser le gouvernement provincial prendre le temps dont il a besoin. «On doit comprendre qu'avec toute la conjoncture qui existe dans le domaine de l'éducation aujourd'hui, c'est difficile pour eux (le gouvernement) de signer cette entente-là tout de suite... même si on croit qu'ils veulent le faire».

Néanmoins le sentiment d'incertitude qui plane laisse entrevoir des débouchés moins joyeux. «Ce centre communautaire n'a aucun sens sans avoir une école qui est rattachée à ça. C'est là qu'est le problème. S'ils mettent une moratoire sur toute construction de nouvelles écoles dans la province, pour 1 an ou 2, ça va sans doute englober notre école».

La partie scolaire du Centre scolaire communautaire de Calgary est évaluée à 7,2 millions $.

Malgré tout, M. Boileau demeure des plus optimistes et selon lui, l'ouverture du centre est toujours prévue pour le début de l'année 1995.

Fort McMurray

À Fort McMurray, l'annonce du gouvernement fédéral n'a pas été une surprise. À partir de maintenant, le comité du Centre scolaire communautaire travaillera auprès des commissions scolaires, de la ville, de *Alberta Education* et de la communauté francophone afin d'assurer le financement supplémentaire de 1 000 000$ nécessaire pour les rénovations de la section scolaire.

Toutefois, la localisation du centre n'est pas encore décidée. Trois choix s'offrent au comité dont le *Gregoire Park Centre* et l'école St-John. «Pour la communauté francophone, c'est évident que l'école St-John s'avère la meilleure option. C'est l'option avec laquelle on peut avoir le plus avec le moins d'argent», constate Réal Doucet, président du comité. Il faut aussi ajouter que l'école St-John, de par sa localisation au centre-ville, est plus accessible.

De plus, aucune nouvelle construction et peu de modifications seraient nécessaires pour que les locaux soient utilisables.

La nouvelle école accueillera les 70 élèves qui étudient présentement au Pavillon Boréal et M. Doucet croit fermement que ce nombre doublera une fois le projet terminé.

M. Doucet affirme que, si tout va bien, le nouveau Centre scolaire communautaire de Fort McMurray ouvrira ses portes en septembre 1994.

Femmes violentées

Chaque année, une femme sur huit est physiquement ou sexuellement abusée soit par son époux, son ex-époux ou son conjoint. Cette donnée est d'ailleurs considérée comme très conservatrice.

Une femme sera frappée par son conjoint approximativement une trentaine de fois avant qu'elle fasse appel à la police.

Il arrive 13 fois plus souvent qu'une femme est agressée par son partenaire plutôt qu'un pur étranger.

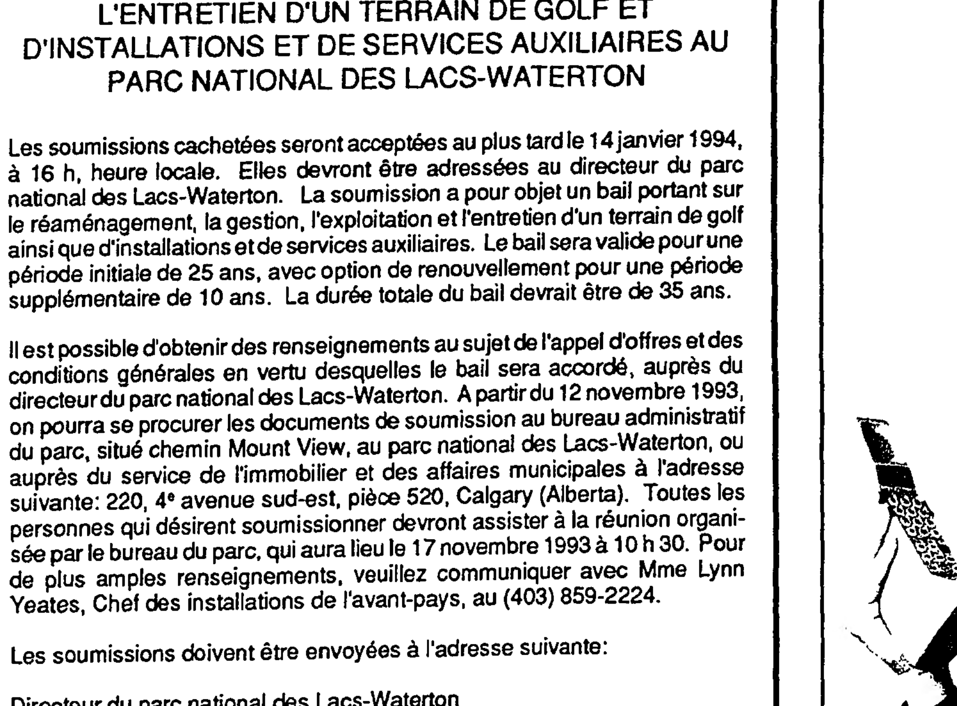
LE FRANCO est **MAINTENANT** disponible chez les dépositaires suivants:

LE CARREFOUR	8927 - 82e Avenue
THE FRONT PAGE	10846 - Avenue Jasper
SECRÉTARIAT DE L'A.C.F.A.	8923 - 82e Avenue, pièce 200

et à **TOUS** les bureaux des régionales de l'A.C.F.A.

LETHBRIDGE, CALGARY, JASPER, EDMONTON, CENTRALTA (LEGAL), ST-PAUL, BONNYVILLE, PLAMONDON, FORT McMURRAY, RIVIÈRE-LA-PAIX (FALHER).

N.B. - Pour devenir dépositaire du journal en Alberta, il suffit de communiquer avec le journal au 465-6581 et nous nous ferons un plaisir de répondre à votre demande.



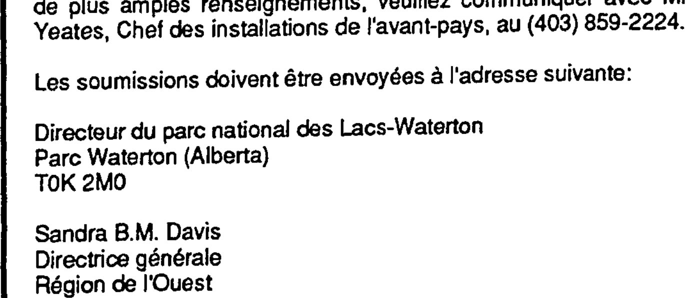
Parc national des Lacs-Waterton

PARCS CANADA
AVIS PUBLIC

DEMANDE DE SOUMISSIONS POUR LE RÉAMÉNAGEMENT, LA GESTION, L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN D'UN TERRAIN DE GOLF ET D'INSTALLATIONS ET DE SERVICES AUXILIAIRES AU PARC NATIONAL DES LACS-WATERTON

Les soumissions cachetées seront acceptées au plus tard le 14 janvier 1994, à 16 h, heure locale. Elles devront être adressées au directeur du parc national des Lacs-Waterton. La soumission a pour objet un bail portant sur le réaménagement, la gestion, l'exploitation et l'entretien d'un terrain de golf ainsi que d'installations et de services auxiliaires. Le bail sera valide pour une période initiale de 25 ans, avec option de renouvellement pour une période supplémentaire de 10 ans. La durée totale du bail devrait être de 35 ans.

Il est possible d'obtenir des renseignements au sujet de l'appel d'offres et des conditions générales en vertu desquelles le bail sera accordé, auprès du directeur du parc national des Lacs-Waterton. A partir du 12 novembre 1993, on pourra se procurer les documents de soumission au bureau administratif du parc, situé chemin Mount View, au parc national des Lacs-Waterton, ou auprès du service de l'immobilier et des affaires municipales à l'adresse suivante: 220, 4e avenue sud-est, pièce 520, Calgary (Alberta). Toutes les personnes qui désirent soumissionner devront assister à la réunion organisée par le bureau du parc, qui aura lieu le 17 novembre 1993 à 10 h 30. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Mme Lynn Yeates, Chef des installations de l'avant-pays, au (403) 859-2224.



Les soumissions doivent être envoyées à l'adresse suivante:

Directeur du parc national des Lacs-Waterton
Parc Waterton (Alberta)
T0K 2M0

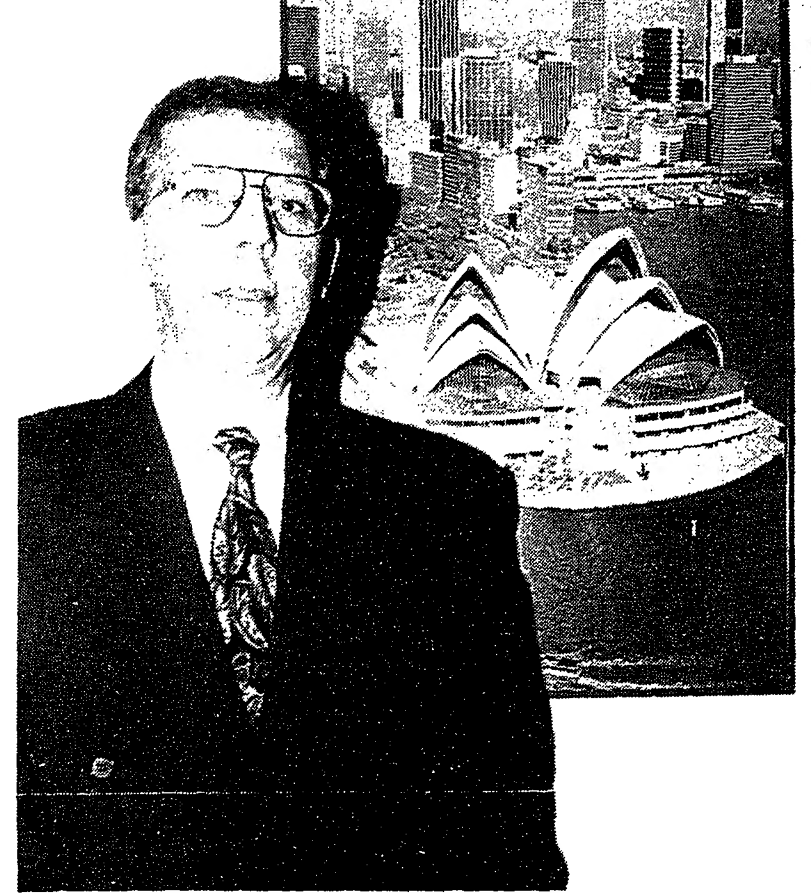
Sandra B.M. Davis
Directrice générale
Région de l'Ouest

Secrétariat d'État du Canada — Department of the Secretary of State of Canada
Parcs Canada — Parks Canada

«Les francopho

• *Publi-reportage*

Albert Tardif et A: dix ans déjà!



Au mois de mars, 1983, Albert Tardif prend possession d'Ascott Travel. Avec plusieurs années d'expérience derrière lui comme conseiller en voyage, il se sent confiant de pouvoir maintenant travailler à son compte. Mais un facteur important le rend quelque peu nerveux...Il n'a aucune expérience dans l'administration d'une entreprise!

Sans doute qu'il jouit déjà, à cette époque, d'un talent inné pour les affaires puisque lundi et mardi dernier, Albert Tardif a célébré dix ans de succès avec Ascott Travel!

Les débuts

Albert Tardif travaille à *P. Lawson Travel*, au début des années 80, lorsqu'un de ses clients lui propose d'acheter une agence de voyage. L'idée lui semble attirante; d'autant plus qu'il a le sentiment que sa carrière a atteint un plateau. Au cours des années précédentes, il a occupé le poste de gérant au *Alberta Motor Association*. Mais malgré ces années remplies de succès, sa carrière ne lui présente plus de défis. Il gagne le salaire maximum et ne peut plus jouir de promotions.

Ainsi, Albert Tardif se met à la recherche d'une entreprise potentielle...

Mais le début des années 80, s'avère malheureusement une période très difficile pour les agences de voyages. Les problèmes de l'industrie du pétrole forcent plusieurs compagnies importantes à réduire leur budget de voyage presque de moitié! Les agences de voyage en ressentent rapidement les coups. Ce n'est pas le moment idéal pour investir dans ce domaine.

Quoi qu'il en soit, Albert Tardif estime, en examinant les dossiers d'Ascott Travel, que cette petite agence a du potentiel. Les propriétaires refusent initialement son offre d'achat. Le tiers du montant demandé leur semble sans doute inacceptable. Mais Albert Tardif a finalement bien joué ses cartes; car, quatre mois plus tard, alors qu'il avait oublié cette idée de se lancer en affaires, Ascott Travel accepte la vente!

Le 1er mars 1983, il a les clés de l'entreprise en mains et il franchit la porte d'Ascott Travel à titre de propriétaire.

Ses premières dix années représentent un succès financier. Il a réussi à augmenter son budget de 1 million à 2 millions et demi de dollars tout en maintenant le même nombre d'employés!

«Dans l'industrie du voyage, explique-t-il, un budget de 2 millions et demi de dollars nécessite quatre ou cinq employés. Nous, on est trois. Alors nos profits sont un peu mieux ces temps-ci.»

Stratégies de succès

Quels sont les facteurs de son succès? Comment a-t-il réussi alors que les anciens propriétaires allaient fermer les portes d'Ascott Travel?

D'après Albert Tardif, la fidélité de sa clientèle a joué un rôle important. «J'avais le petit peu de clientèle qui restait à Ascott Travel, et j'ai amené avec moi toute ma clientèle de *P. Lawson Travel*. Mon employée a aussi amené ses clients. Alors on a pu tourner ça de bord.»

Un autre aspect qui a contribué au succès de l'entreprise est l'association-mère des agences de voyage indépendantes au Canada. *Giants Travel* en regroupe sept cents. Ainsi, les compagnies aériennes, les compagnies de location de voitures, les hôtels, etc., considèrent le nombre total de ces nombreuses agences comme étant une seule force importante plutôt que de les considérer comme des entreprises autonomes.

...ones en affaires»

Ascott Travel...

«Toutes seules, explique Albert Tardif, les agences de voyage indépendantes ne survivraient pas.»

Un troisième facteur de succès, et sûrement le plus important puisqu'il assure la continuité du succès, est le service offert. Le service est l'unique aspect qui peut différencier les agences de voyage. En principe, selon Albert Tardif, il ne devrait pas y avoir de différences entre les agences. N'importe quelle agence peut organiser un vol Edmonton-Toronto ou un voyage en Europe, c'est dans la façon de le faire qu'une agence réussira à se distinguer.

Albert Tardif estime que, «dans cette industrie, le service c'est tout ce qu'on a à vendre.»

Et il fait un effort particulier pour que le service offert à Ascott Travel incite ses clients à revenir. Pour sa clientèle francophone, par exemple, il imprime les itinéraires en français. Ce geste est simple, mais important au niveau du marketing parce que «les francophones peuvent aller ailleurs et recevoir les mêmes prix.» Tout d'abord, une agence de voyage est en mesure de comparer les différentes options qui peuvent se présenter: la ligne aérienne qui offre les meilleurs prix et les vols les plus directs, les hôtels les plus beaux qui respectent le budget du client, etc. «Au niveau financier, on peut les diriger vers les options les plus avantageuses.»

Ensuite, en consultant une agence de voyage, un seul appel téléphonique de la part des clients suffit pour effectuer toutes les réservations nécessaires. C'est l'agence de voyage qui, après tout, s'occupe des billets d'avion, des locations de voiture et des réservations d'hôtel.

Mais l'avantage le plus important est sans doute le fait que tous ces services ne coûtent rien à l'individu. L'agence de voyage demeure un des seuls services qui soit encore gratuit.

Cela est possible puisque les agences de voyage font leurs profits à partir des compagnies qu'elles représentent. Chaque agence reçoit une licence du *International Air Transport Association.* Automatiquement, elles reçoivent aussi un numéro. Chaque fois qu'elles font affaire à une compagnie aérienne, à une compagnie de location de voiture ou à un hôtel, les agences donnent leur numéro. Les compagnies créditent ensuite les commissions qu'elles doivent aux agences pour chaque réservation.

«Mais c'est de plus en plus difficile d'être une agence comme la nôtre qui fait tout» atteste Albert Tardif. Il ne prévoit pas modifier son fonctionnement. Selon lui, les domaines loisirs et affaires offrent un équilibre important à son entreprise. Ses employés ont une formation en voyages d'affaires et lui, avec son expérience au *Alberta Motor Association*, possède une formation en voyages de loisirs.

«Ça fait un bon équilibre car lorsqu'une partie du marché est faible, l'autre est souvent forte.»

L'avenir

Après dix ans de travail à son propre compte, Albert Tardif ne regrette rien. «Dans les débuts, il y avait des moments difficiles, mais l'expérience a tout de même été enrichissante.»

Et, bien qu'il estime que les années 90 présenteront plusieurs défis, il déclare sans hésiter: «J'espère continuer un autre dix ans!»



Choisissez au menu... du Théâtre à la carte!

ANNIE SIMARD

EDMONTON- Pour tous les étudiants, la rentrée des classes signifie le retour aux livres, aux cours, aux devoirs et aux examens. Mais pour certains, à la Faculté St-Jean, c'est aussi l'occasion d'épicer le quotidien d'activités parascolaires. Depuis septembre, le **Théâtre à la carte** mijote de petits plats gastronomiques qui agrémenteront le menu des activités culturelles des prochains mois.

Le **Théâtre à la carte** a été fondé par Pierre Bokor, professeur d'art dramatique à la Faculté St-Jean, il y a déjà plus de quatorze ans. Durant toutes ces années, des pièces en tous genres ont été présentées par différents groupes d'étudiants. Une programmation ambitieuse a été élaborée pour la saison 1993-1994, avec quatre productions majeures et deux autres projets d'envergure.

En guise d'amuse-gueule, **Exercices de style** ouvrira bientôt la nouvelle saison (17-20 novembre). Dans une mise en scène de Pierre Bokor et Dawn Budney, les **Exercices de style** littéraires de Raymond Queneau ont été transformés en exercices de style théâtraux. C'est ainsi que le groupe de huit étudiants, auquel s'ajouteront plusieurs invités spéciaux, cuisinera un thème à toutes les sauces par des jeux de mots et des jeux de scènes. De la haute voltige stylistique, pour enivrer le public de fantaisie et d'imagination.

Du 2 au 5 décembre, on pourra goûter à une création collective, **Sortie de secours**. Dans une mise en scène de Patrick Alain et d'après un texte du Théâtre Petit à Petit, les crises de l'adolescence seront analysées, puis canalisées vers différentes alternatives, autant de sorties de secours.

Autour de Tremblay (titre provisoire), un véritable plat de résistance, sera ensuite présentée du 3 au 6 mars, en collaboration avec **L'Uni-Théâtre**. Ce «spectacle-collage» regroupera plusieurs textes de Michel Tremblay, dans une mise en scène de Doris-Michel Montpetit.

Pour compléter ce festin culturel, **Le médecin malgré lui**, de Molière, nous sera servi sur un plateau d'argent du 7 au 10 avril. Ce classique français, qui n'a pas besoin de plus ample présentation, sera mis en scène par Pierre Bokor.

Malgré une saison 1993-1994 déjà bien remplie, n'allez pas croire que les étudiants du **Théâtre à la carte** seront ainsi rassasiés! Ayant l'appétit féroce, deux autres projets d'envergure sont aussi considérés pour 1994. Afin de financer le projet de près de 30 000 dollars, plusieurs activités seront organisées durant l'année pour permettre la participation au **Festival international des écoles de théâtre**, tenu au printemps 1994 en Roumanie. Enfin, une participation au **Fringe Festival** de 1994 est aussi souhaitée.

Avec cette nouvelle programmation du **Théâtre à la carte**, vous n'avez maintenant qu'à choisir ce qui vous plaît le plus au menu. Ou, pour les gourmands de théâtre qui ne peuvent résister, oubliez la diète et régalez-vous à toutes les pièces!

Une Franco-Albertaine se questionne sur les mariages mixtes

WINNIPEG- Les francophones en milieu minoritaire auront, à partir de l'automne 1994, un nouvel outil pour se questionner sur leur identité culturelle. La cinéaste albertaine, Sylvie Van Brabant, a entrepris le tournage d'un documentaire consacré à l'affirmation de l'identité personnelle comme valeur de transmission culturelle dans un contexte familial fondé sur le bilinguisme.

Ayant réalisé une dizaine de documentaires depuis 1977, Mme Van Brabant s'interroge cette fois-ci sur les mariages exogames. Elle s'est rendue à Moncton et St-Boniface où elle a rencontré des adultes et des jeunes concernés par leur dualité linguistique. Elle a aussi questionné des enfants, nés de mariages mixtes, fréquentant une maternelle de francisation.

À venir jusqu'à maintenant, le tournage de ce film a permis à sa réalisatrice de constater que l'important, pour protéger sa langue et sa culture, réside d'abord et avant tout dans l'affirmation de son identité personnelle. À son avis, c'est à cette seule condition, intimement reliée à l'estime de soi, qu'on peut s'ouvrir aux autres en protégeant sa propre réalité culturelle.

La cinéaste a été aidée dans son travail de scénarisation par l'animatrice, comédienne et humoriste manitobaine Janine Tougas, qui joue elle-même un rôle très important dans le film.



(Photo Office national du film)

Sylvie Van Brabant, réalisatrice.

«La Morsure du désir»

BÉATRICE VALAY

CARAQUET(APF): Martin Pitre vient de publier aux Editions d'Acadie un recueil de poésie intitulé «La Morsure du désir». A 30 ans, Martin Pitre offre ainsi au public son deuxième recueil. Dès 1982, il a publié sous le titre «A s'en mordre les dents» ses premiers poèmes, et a continué depuis d'écrire des récits, des nouvelles, des contes pour enfants, qui ont été ou seront eux aussi publiés.

«La Morsure du désir» explore le possible départ des amants «perdus dans l'élan de (leurs) corps», «au-delà de l'horizon, (sur) le sable assoiffé de sang». Elle aborde «des continents (qui) fuient sous la pluie» et parle des «pêcheurs de palourdes (qui) dessinent des châteaux de vents».

«La Morsure du désir» exprime la vulnérabilité, face au désir de l'autre, la douleur d'aimer, la fragilité du bonheur et la quête de la liberté. «Je prévois trois façons de mourir: sans toi, avec toi, sans doute» écrit en conclusion le poète.

Par son écriture, Martin Pitre essaie de parler de ce qu'il connaît et qu'il aime, de l'Acadie où il habite, et de ses gens. «Je dis les mots qui titubent» écrit-il, «les boucles d'oreilles sonnantes, cette angoissante façon d'être seul, au milieu des bras fleurs élancés au niveau des alcools chauds, entouré de convenances épuisées».

2es LES JEUX FRANCOPHONES DE L'ALBERTA

Une nouvelle institution est née

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON- Les grands gagnants des 2es Jeux francophones de l'Alberta sont ni plus ni moins les 240 jeunes qui y ont participé en fin de semaine dernière, à Edmonton. Que ce soit par le dépassement de soi lors des compétitions, par l'utilisation de la langue française pendant ces trois jours, par les nouvelles amitiés qui s'y sont développées, chacun a su en trouver pour son compte.

Venus des régions du Nord-Ouest, Nord-Est, Centre, Edmonton, Red Deer ou Calgary, ils ont tous porté fièrement leurs couleurs afin de donner à leur délégation la chance de remporter un des trois prix.

Ayant accumulé le plus de points au cours des compétitions, la région du Nord-Ouest a ainsi remporté le «Prix de la délégation».

Le «Prix de l'amitié», remis à la délégation s'ayant fait le plus remarquer pour son esprit sportif et sa bonne humeur, a fait bondir de joie les jeunes de la région d'Edmonton. Il est à noter que la délégation recevant ce prix a été choisie par les participants eux-mêmes lors d'un vote secret.

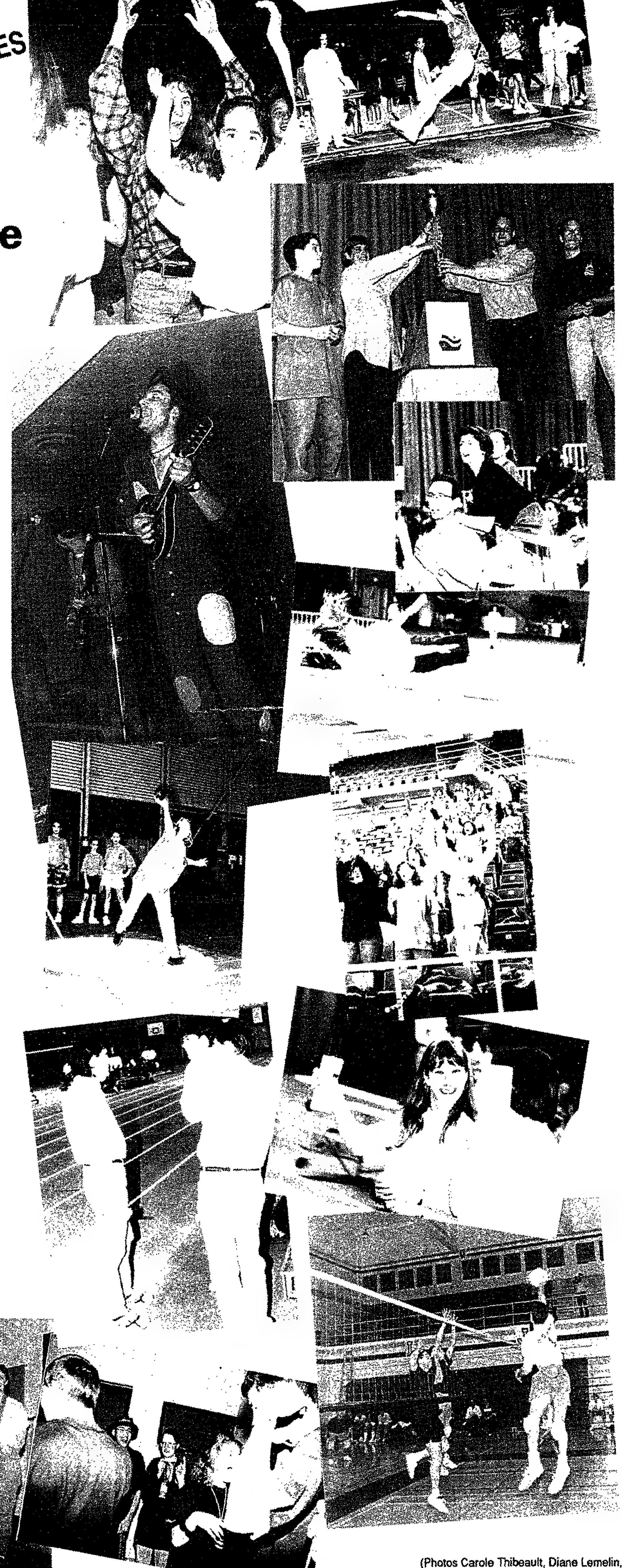
Le «Prix de l'amélioration», remis pour la première fois cette année, a été remporté par la délégation du Centre qui, en plus d'avoir augmenté son pointage, a aussi accru le nombre de ses participants.

Badminton, volley-ball et athlétisme n'ont toutefois pas été les seules activités au menu de la fin de semaine. Réunis à l'hôtel Riviera, les athlètes ont pu se délecter d'une soirée toute en musique et en danse avec le groupe **Les Hardis mousaillons**.

Pour Denis Desgagnés, président, les 2es Jeux ont fait preuve de grandes améliorations. Cependant, le travail que représente l'organisation d'un événement d'une telle envergure et qui promet de devenir encore plus grand, M. Desgagnés pense que de nouvelles structures devront être mises sur pied. «Pour que les Jeux deviennent quelque chose de plus raffiné, de plus fini, ça prend absolument une société des Jeux». Selon lui, cette société serait entièrement responsable de l'organisation et de l'implication communautaire que cela exige.

Pour cette année, on peut dire que l'implication communautaire s'est faite sentir puisque plus de 130 bénévoles ont mis la main à la pâte pour faire des Jeux une réussite. Toutefois, il n'en va pas de même avec le reste de la communauté dont la présence s'est faite plutôt rare au cours de la fin de semaine, excepté une cinquantaine de personnes qui sont venues encourager les jeunes lors des cérémonies de d'ouverture et de clôture. Comme l'explique le président, la participation directe de la communauté est un point primordial pour que les Jeux deviennent plus qu'une fin de semaine sociale pour les jeunes. Selon lui, c'est la communauté qui apportera la «fierté» et le «feu sacré» chez tous les athlètes.

Les Jeux francophones de l'Alberta ont à peine deux ans. Mais déjà, on sent qu'ils ont été créés pour demeurer, pour devenir une espèce d'institution où sports et échanges linguistiques et culturels se rencontrent. Un rassemblement que les jeunes attendent pendant toute l'année... On n'a qu'à prendre en exemple les Jeux de l'Acadie et les Jeux du Québec qui existent depuis déjà plusieurs années et qui voient leur nombre de participants sans cesse augmenter. Notre jeunesse francophone est bien vivante, il ne suffit que de lui donner l'occasion de le montrer...



(Photos Carole Thibeault, Diane Lemelin, Linda Lavoie, Michel Raymond, Marc Vaillancourt)

PARLONS SPORTS!



LES SALONS DU LIVRE

DU CARREFOUR

en collaboration avec
la régionale de
Rivière-la-Paix

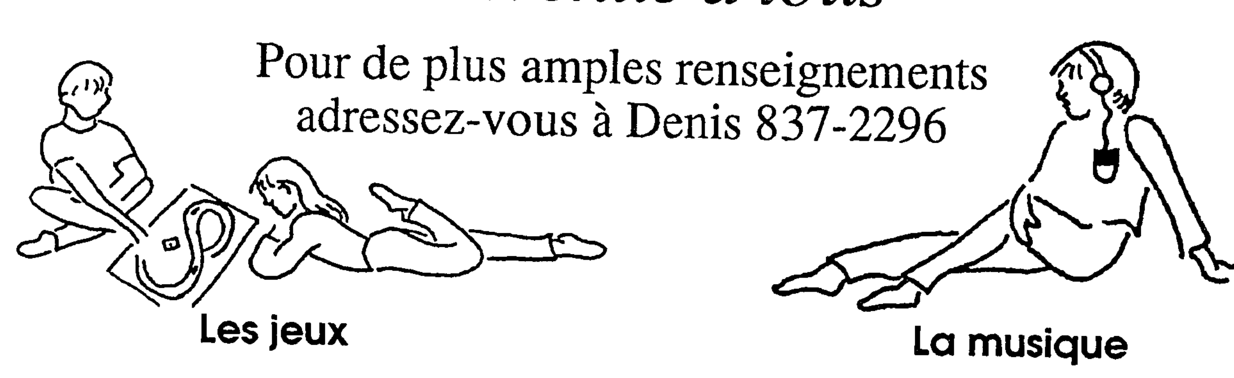
seront à l'école Héritage

le jeudi **25 novembre** de **9h00** à **21h30**
le vendredi **26 novembre** de **9h00** à **18h00**
le samedi **27 novembre** de **10h00** à **16h00**

Madame Lina Bourgeois, la coordonnatrice des Salons du livre, sera sur place pour vous aider dans votre sélection de livres, musique et vidéos

Bienvenue à tous

Pour de plus amples renseignements adressez-vous à Denis 837-2296



Une année difficile pour les Oilers

JEAN-LUC THIBAULT

EDMONTON- La série de défaites des Oilers se poursuit. Peter Pocklington cherche toujours à quitter Edmonton avec son club de hockey. Pendant ce temps, les partisans et amateurs de hockey se demandent s'ils doivent appuyer un club qui ne va nulle part et qui risque de s'en aller pour de bon.

Les Oilers ont gagné 5 coupes Stanley devant un colisée bondé. Les Edmontoniens ont prouvé qu'ils pouvaient faire vivre un club de hockey... Ils sont prêts à appuyer une équipe de hockey gagnante. Mais lorsque les joueurs sont vendus à la pièce pour financer d'autres entreprises... il devient difficile de rester fidèle.

La saga des Oilers se poursuit et elle semble avoir malheureusement pris une tournure plutot négative, tant dans les négociations que sur la glace. Les perdants demeurent les partisans qui songent aux belles années des Gretzky, Messier, Coffey et Lowe... et la liste pourrait être encore longue...tant les ex-bons joueurs des Oilers continuent à performer dans d'autres villes de la Ligue nationale de hockey. Il faut trouver une solution rapide au conflit entre les Oilers et le colisée Northlands pour pouvoir ensuite commencer à rebâtir une équipe qui sera représentative et qui attirera des foules de gens. Ainsi l'argent reviendra gonfler les coffres des Oilers qui pourront par la suite payer les joueurs pour qu'ils demeurent à Edmonton. Il faut également espérer que la flambée des salaires se stabilisent, sinon tous ces efforts risquent d'être inutile. En attendant, une visite au colisée n'est pas à rejeter, si le club déménage vous pourrez toujours vous souvenir de la dernière année où il y a eu du hockey professionnel à Edmonton.



Les bases éducatives d'hier ne suffiront pas demain

On parle beaucoup ces derniers temps de revenir aux bases éducatives d'antan. Certains associent retour au bon vieux temps à économie d'argent. Après tout, on s'est bien débrouillé nous avec une éducation de base. Cependant, nos enfants n'y arriveront pas.

Le monde est désormais dominé par la technologie de pointe, rapide et extrêmement complexe. Donnons à nos enfants les outils dont ils auront besoin pour vivre dans le monde de demain.

Finançons une éducation complète.




The Alberta Teachers' Association

10-93

On relance l'alphabétisation

MICHEL BOUCHARD

FALHER- Le comité régional provincial d'alphabétisation sera relancé a annoncé Agathe Gaulin coordonnatrice des service d'éducation à la Faculté Saint-Jean. Elle était de passage à Falher le 27 octobre 1993 pour le lancement de la saison 93-94 du comité régional d'alphabétisation.

À la suite de la rencontre provinciale des coordonnatrices et des présidentes régionales, il a été décidé de relancer le comité provincial de coordination de l'alphabétisation, selon Mme Gaulin. Ce comité se réunira ce mois-ci pour établir ses priorités et son plan d'action pour l'année à venir.

«En assurant une bonne communication entre la gestion du CÉCA et le comité de coordination de l'alphabétisation, je suis certaine que nous allons pouvoir nous entendre sur les priorités et s'assurer qu'elles seront financées» ajouta Mme Gaulin.



Mme Marie-Claire Brousseau a présenté un témoignage sur les bienfaits de l'alphabétisation.

Les fonds pour l'alphabétisation ont été obtenus grâce à des surplus qui avaient été accumulés dans certains programmes et des coupures dans les dépenses administratives. «Je pense que c'est important que les activités d'alphabétisation continuent partout dans la province et le CÉCA s'engage à assurer l'appui de ces activités locales» selon Mme Gaulin.

Dans la région de Rivière-la-Paix, un comité d'alphabétisation existe depuis 1989 et cette année, le comité vise à recruter 10 à 12 apprenants et un nombre égal de formateurs selon Monique Jean-Côté, coordonnatrice régionale du projet d'alphabétisation.

Le projet d'alphabétisation aurait continué sans l'appui financier du CÉCA car le projet fonctionne en grande partie grâce aux bénévoles mais ces fonds sont nécessaires pour faire progresser le projet a fait remarquer Mme Jean-Côté.

«Même si on n'avait pas eu d'argent on aurait continué. Mais il y aurait eu des parties qui auraient manqué dans le casse-tête» selon Mme Jean-Côté.

Un des défis du comité de l'alphabétisation est de trouver du matériel qui répond aux besoins et aux intérêts des apprenants. «Ils (les apprenants) sont à l'étape où ils veulent du matériel concret», a déclaré Mme Jean-Côté en ajoutant qu'il serait préférable d'avoir du matériel provenant de l'Ouest. «Notre but c'est de rejoindre le vécu des apprenants.»

Afin de répondre à ce besoin, un concours littéraire a été lancé afin de publier un livre écrit dans un langage simple qui conviendrait aux nouveaux apprenants. Cinq textes seront choisis dans l'Ouest pour cette publication et 2 000$ sera offert en prix.

Toutefois, la formation des francophones ne s'arrête pas avec l'alphabétisation. Selon Agathe Gaulin, «déjà dans certaines régions on veut faire le suivi à l'alphabétisation et la suite logique, ce sont les programmes de formation de base pour atteindre l'équivalence du diplôme de secondaire afin que ces gens-là puissent accéder à tous les programmes de formation offert en Alberta.»

À votre service

Promotion du Congrès mondial acadien à l'île Maurice

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON- Tout le monde le sait, le Sommet de la francophonie, qui a lieu tous les deux ans, est l'occasion pour tous les chefs de pays francophones de se rencontrer et de renforcer les liens culturels, économiques et commerciaux. Cette année, à l'île Maurice, 47 chefs d'États se sont présentés au 5e Sommet de la francophonie. Toutefois, cette rencontre internationale regroupe aussi des centaines d'autres délégués qui se meuvent en coulisse afin de promouvoir leur pays. André Boudreau d'Edmonton, président du Congrès mondial acadien, faisait partie de la délégation du Canada.

Bien que l'île Maurice soit un pays de soleil et de plages, André Boudreau est revenu au Canada à peine plus bronzé que le jour de son départ. C'est que, contrairement à d'autres qui ont profité pleinement du site enchanteur, le président du Congrès mondial acadien a pris son rôle au sérieux et a passé ses journées à promouvoir l'événement qui aura lieu en août 1994. «Mes journées commençaient à 7h le matin et ne se terminaient que tard le soir. Parfois, je pouvais même déjeuner trois fois le même matin parce que j'allais m'asseoir avec une personne ou une autre».

C'est ainsi qu'il a renoué les liens avec le Premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, avec qui il a vécu quelques dissensions lors de la crise qui a frappé l'organisation du Congrès au printemps dernier. Il a aussi fait la promotion des grandes retrouvailles auprès de Mme Marie-Roger Diloa, la directrice générale du grand magazine africain, Africa, qui s'est engagée à en parler. Il a même ouvert la voie afin que le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, soit présent lors du Congrès.

«Le Sommet m'a permis de connaître des gens d'ailleurs et même du Canada qui, habituellement, sont difficile à rejoindre. J'ai pu faire de nombreux contacts juste en me promenant dans les corridors ou en m'assoyant à la table avec eux».

Comme en fait preuve André Boudreau, le Sommet de la francophonie, c'est beaucoup plus qu'une rencontre de chefs d'États. C'est aussi l'occasion pour les hommes d'arrière-plan de discuter, d'échanger et de brasser des affaires... parfois tout aussi fructueuses.



(Photo André Boudreau)

Les drapeaux des pays de la francophonie flottant au vent.

Commission d'enquête sur l'approvisionnement en sang au canada — Commission of inquiry on the blood System in Canada

CANADA

PRENEZ AVIS que l'honorable HORACE KREVER a été nommé commissaire en vertu de la Partie I de la LOI SUR LES ENQUÊTES et chargé de faire enquête et rapport sur le mandat, l'organisation, la gestion, les opérations, le financement et la réglementation de toutes les activités du système canadien d'approvisionnement en sang, y compris les événements entourant la contamination de réserves de sang au début des années 1980, en examinant, sans limiter la portée générale de l'enquête,

(a) l'organisation et l'efficacité des systèmes actuels et antérieurs d'approvisionnement en sang et en produits du sang au Canada;

(b) les rôles, opinions et idées des groupes d'intérêts concernés; et

(c) les structures et expériences d'autres pays, particulièrement ceux qui ont des systèmes fédéraux comparables;

ET, EN OUTRE, de présenter des recommandations quant aux mesures à prendre pour assurer l'efficacité et l'efficience futures du système d'approvisionnement en sang au Canada et traitant notamment:

(a) des principes financiers, juridiques et de gestion qui le gouvernent, ainsi que de ses aspects médicaux et scientifiques;

(b) des rôles et responsabilités qu'il convient qu'aient à son égard les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, la Société canadienne de la Croix-Rouge et d'autres organisations concernées;

(c) des relations contractuelles et autres qui devraient exister entre les gouvernements et les organisations qui interviennent dans le système;

(d) des implications en matière de ressources, y compris en ce qui touche les affections actuelles;

(e) des pouvoirs correspondant aux recommandations faites concernant les responsabilités et les attributions;

(f) des mesures à prendre pour donner suite à ces recommandations.

ET PRENEZ ÉGALEMENT AVIS QUE, en conformité de la présente, le commissaire a fixé le lundi 22 novembre 1993 à 10 h au Centre des congrès d'Ottawa, Salle de la Capitale 5B, 55 Promenade du Colonel By, Ottawa, Ontario comme la date, l'heure et le lieu où il tiendra une audience publique aux fins de:

(a) recevoir les témoignages des particuliers, associations, sociétés ou autres intervenants désirant que le commissaire reconnaisse leur qualité pour comparaître devant lui afin de participer à l'enquête;

(b) recevoir les témoignages des particuliers, associations, sociétés ou autres intervenants qui rechercheront aussi une aide financière pour participer à l'enquête.

ET PRENEZ ÉGALEMENT AVIS QUE les demandes de comparution ou de financement doivent également être présentées par écrit au commissaire par l'entremise des conseillères juridiques de la Commission au plus tard le 17 novembre 1993 à l'adresse indiquée ci-dessous. Un énoncé des critères de financement peut être obtenu aux bureaux de la Commission et doit l'être par toute partie qui a l'intention de demander une aide financière.

ET PRENEZ ÉGALEMENT AVIS QUE le commissaire aimerait connaître l'avis de tous les membres de la collectivité qui aimeraient exprimer leur opinion mais ne désirent pas être reconnus officiellement. Nous invitons tous ceux et celles qui le désirent à faire des observations sur toute question s'inscrivant dans le cadre de notre mandat. Ces observations doivent nous parvenir avant le 1er mars 1994. Nous invitons aussi les personnes intéressées à communiquer avec nous pour faire valoir leurs préoccupations ou fournir des renseignements au 1-800-663-0939 (fr.) et 1-800-663-0326 (angl.).

FAIT à Ottawa le 3e jour de novembre 1993.

Marlys Edwardh, Céline Lamontagne
Conseillères juridiques de la Commission
Case postale 1800
Succursale B
Ottawa (Ontario), K1P 5R5

613-954-1877 Télécopieur 613-954-3770

Adresse du messager
66, rue Slater
10e étage
Ottawa (Ontario), K1P 5H1

Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165 Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89 Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30
Lundi au vendredi: 17h

Base Militaire d'Edmonton
à la chapelle de Lancaster Park
Samedi: 19h

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5e Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PRIÈRE AU ST-ESPRIT

St-Esprit, Toi qui éclaircis tout, qui illumines tous les chemins pour que je puisse atteindre mon idéal, Toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal qu'on me fait, et qui es avec moi dans tous les instants de ma vie, je veux pendant ce court dialogue Te remercier pour tout et confirmer encore une fois que je ne veux pas me séparer de Toi à jamais, même malgré n'importe quelle illusion matérielle. Je désire être avec Toi dans la gloire éternelle. Merci de Ta miséricorde, envers moi et les miens. (La personne devra dire cette prière trois jours de suite. Après les 3 jours, la grâce demandée sera obtenue, même si cela pourrait paraître difficile. Faire publier aussitôt que la grâce a été obtenue. Au bas, mettre les initiales de la personne exaucée).

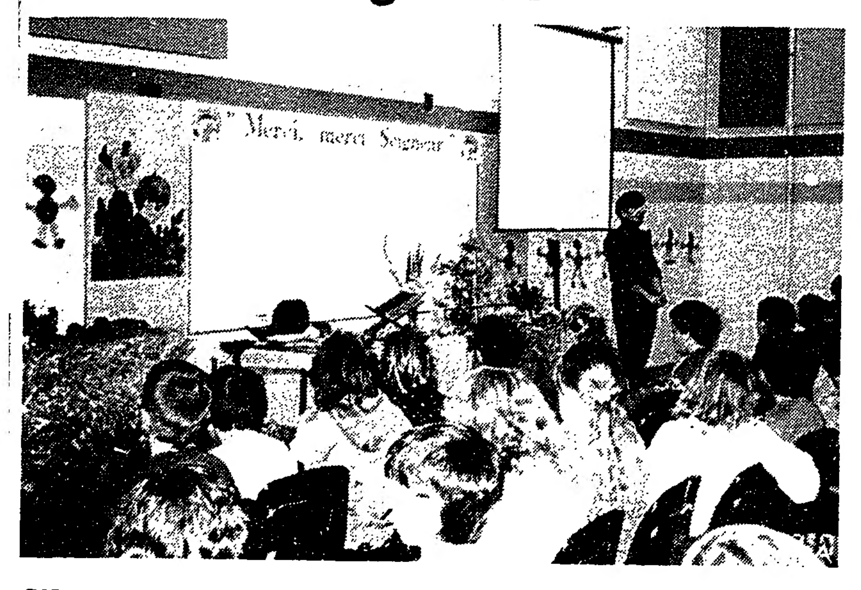
Y.F.

Épluchette de blé d'Inde



ST-PAUL-Les élèves de l'École du Sommet célèbrent une vieille tradition, l'épluchette de blé d'Inde. Autrefois, la personne qui trouvait le maïs rouge embrassait la personne de son choix. À l'école, on s'amuse toujours autant.

L'Action de grâces



ST-PAUL- C'est l'Action de grâces et les élèves de l'École du Sommet remercient le Seigneur pour tous les bienfaits. Les dons de nourriture ont rempli plusieurs boîtes qui seront remises aux personnes moins fortunées.



Télévision Alberta

Semaine du 13 au 19 novembre 1993

Samedi

17h00 La course destination
18h00 La soirée du hockey: Ottawa à Montréal
20h30 Raison Passion
21h10 Vivre à Northwood
21h40 La petite vie
22h10 Le Téléjournal
22h32 Les nouvelles du sport
22h50 Télé-sélection: Le monde selon Garp
23h25 La ruée vers l'art

Dimanche

17h00 La ruée vers l'art
18h00 Le Téléjournal
18h10 Découverte
19h00 Juste pour rire
20h00 Les Bx dimanches: 100% pur
21h30 Les Bx dimanches: Camée
22h00 Le dimanche
22h30 Scully rencontre
22h58 Le dimanche
23h00 Les nouvelles du sport
23h25 Ciné-Club: Europe 51

Lundi

17h00 Watatatow
17h30 Que le meilleur gagne
18h00 ALBERTA CE SOIR
18h30 Manigances
19h00 Marilyn
19h30 Taquinons la planète
20h00 Le Téléjournal
20h25 Le Point
21h00 Cormoran
22h00 A tout prix
23h00 Ce soir en reprise

Mardi

17h00 Watatatow
17h30 Que le meilleur gagne
18h00 ALBERTA CE SOIR
18h30 Autostop
19h00 Marilyn
19h30 M'aimes-tu
20h00 Le Téléjournal
20h25 Le Point
21h00 Montréal P.Q.
22h00 Au nord du 60ième
23h00 Ce soir en reprise
23h25 Découverte
24h05 Second Regard

Mercredi

17h00 Watatatow
17h30 Que le meilleur gagne
18h00 ALBERTA CE SOIR
18h30 La cour en direct
19h00 Marilyn
19h30 L'enfer c'est nous autres
20h00 Le Téléjournal
20h25 Le Point
21h00 Sous un ciel variable
22h00 Enjeux
23h00 Ce soir en reprise
23h25 Course destination
24h25 En toute liberté

Jeudi

17h00 Livraison spéciale
17h30 Que le meilleur gagne
18h00 ALBERTA CE SOIR
18h30 Second regard
19h00 Marilyn
19h30 Les pieds dans les plats
20h00 Le Téléjournal
20h25 Le Point
21h00 Blanche
22h00 Tous pour un
22h30 Sur invitation
23h00 Ce soir en reprise
23h25 Sous la couverture
24h25 Cinéma: En toute innocence

Vendredi

17h00 Les aventures de Tintin
17h30 Que le meilleur gagne
18h00 ALBERTA CE SOIR
18h30 Parlez-moi d'hier
19h00 Country centre-ville
19h30 Regards sur la nature
20h00 Le Téléjournal
20h25 Le Point
21h00 Les grands films: Le mystere Von Bulow
23h30 Ce soir en reprise
23h55 Cinéma: Pas de printemps pour Marnée



Semaine du 13 au 19 novembre 1993

Samedi

17h00 Journal télévisé de TF1
17h35 Vision 5
18h00 Frou-frou
19h00 Sacrée soirée
20h30 Le cercle de minuit
21h35 Kaléidoscope
22h00 Journal télévisé Suisse
22h30 Frou-frou
23h30 Ça n'arrive qu'une fois
01h05 Radio France internationale

Dimanche

17h00 Journal télévisé de TF1
17h35 Champ libre
18h00 7 sur 7
19h00 Jamais sans mon livre
20h00 Palais royal
21h30 Le cercle de minuit
22h05 Journal télévisé de FRANCE 3
23h35 7 sur 7
23h35 Jamais sans mon livre
00h35 Bon Weekend
01h05 Radio France internationale

Lundi

17h00 Journal télévisé de TF1
17h35 Vision 5
18h00 Téléobjectif
19h00 Bas les masques
20h05 Tell quel
20h30 Paris surface
21h00 La dame des dunes
22h15 Journal télévisé BELGE
22h45 Bas les masques
23h50 Tell quel
00h15 Téléobjectif
01h15 Radio France internationale

Mardi

17h00 Journal télévisé de TF1
17h35 Vision 5
18h00 Temps présent
19h00 Taratata
20h30 Les voiles du futur
21h30 Évasion
22h00 Journal télévisé de FRANCE 3
22h25 Revue de presse Française
22h30 Suspense
00h00 Temps présent
01h00 Radio France internationale

Mercredi

17h00 Journal télévisé de TF1
17h35 Vision 5
18h00 Géopolis
18h45 7 jours en Afrique
19h00 Les dames de la côte
20h30 Les voiles du futur
21h30 Espace francophone Tranche de ville
22h05 Journal télévisé de FRANCE 3
22h25 Revue de presse Arabe
22h30 Les dames de la côte
00h00 Géopolis
00h45 7 jours en Afrique
01h00 Radio France internationale

Jeudi

17h00 Journal télévisé de TF1
17h35 Vision 5
18h00 Grand écran
19h00 Envoyé spécial
20h35 Les voiles du futur
21h30 Dossiers justice
22h00 Journal télévisé de FRANCE 3
22h25 Revue de presse Africaine
22h30 Envoyé spécial
00h05 Grand écran
01h00 Radio France internationale

Vendredi

17h00 Journal télévisé de TF1
17h35 Vision 5
18h00 Thalassa
19h00 Bouillon de culture
20h30 Théâtre
22h15 Journal télévisé de FRANCE 3
22h40 Revue de presse Canadienne
22h45 Bouillon de culture
00h15 Thalassa
01h15 Radio France internationale

Alberta:		*Position*
Edmonton	*Shaw Cable*	*43*
Edmonton	*Vidéotron*	*37*
Saint-Paul	*Northern Cable*	*35*
Red Deer	*Shaw Cable*	*31*
Medicine Hat	*Cablev. Medicine Hat*	*18*
Calgary	*Rogers Cablesystems*	

Une crise à 40 ans

EDMONTON- Vous sentez-vous poussé à réunir tous les éléments de votre vie pour créer un tout ou à vivre une vie qui a de l'importance? Cherchez-vous à savoir où est passée la première moitié de votre vie?

Vous préoccupez-vous à l'excès des changements que subit votre corps, notamment l'épaississement de la taille, la calvitie et l'apparition de rides? Éprouvez-vous de l'angoisse face au vieillissement et à votre mortalité? Vous sentez-vous déprimé et confus? Avez-vous perdu l'estime de soi?

Si vous avez répondu oui à certaines de ces questions, vous traversez peut-être la crise à l'abord de la quarantaine. Ce sont des sentiments normaux qui font partie de la transition vers l'âge mûr.

Bien que cette période de la vie soit généralement accompagnée de certaines remises en question émotives, la plupart des gens acquièrent une plus grande perspicacité et définissent plus facilement la direction qu'ils veulent prendre à la suite de cette soi-disant crise. Votre maturité et votre expérience de la vie vous permettront de profiter de cette période pour faire le point et redéfinir vos objectifs personnels.

Cette remise en question vous permettra d'acquérir une plus grande perspicacité et un nouvel entrain.

Maintenant que votre famille est élevée, vous pouvez commencer à répondre à vos besoins et à poursuivre vos intérêts. Vous pouvez redéfinir votre mode de vie en fonction de vos propres critères et faire appel à votre créativité pour vivre des expériences enrichissantes.

Les groupes d'entraide et les conseils de professionnels peuvent vous aider à voir au-delà des premières angoisses du vieillissement et à apprécier les petits plaisirs de la vie et les merveilleuses occasions qui vous seront offerts. Pour de plus amples renseignements, consultez votre médecin, votre représentant de clergé ou un professionnel de la santé.

De meilleures relations de travail

OTTAWA(APF): Avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement à Ottawa, les 34 000 fonctionnaires fédéraux membres de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada souhaitent que de nouvelles relations, plus harmonieuses, s'établissent entre employeur et employés.

C'est que les relations de travail entre le gouvernement fédéral et sa fonction publique n'ont pas été de tout repos depuis quelques années. Il y a d'abord eu une grève générale à la fin de l'été 1991 pour cause de contrôle des salaires. Puis, quelques semaines plus tard, l'adoption d'un projet de loi pour forcer le retour au travail des syndiqués. En décembre 1992, Ottawa adoptait un projet de loi visant à moderniser la fonction publique, qui était loin de faire l'unanimité. Enfin, toujours en décembre, le gouvernement décrétait un autre gel des salaires de deux ans, jusqu'en 1995.

Pas étonnant alors que l'Institut écrive dans la onzième publication annuelle de son **Dialogue parlementaire**, que «le moral des fonctionnaires est plus bas que jamais». Pour remonter le moral des fonctionnaires, le syndicat estime qu'il faut renouveler les relations de travail et trouver une nouvelle façon de négocier. Mais d'abord, il faut reprendre les négociations collectives au sein de la fonction publique fédérale, estime la présidente de l'Institut, Iris Craig. «On voulait discuter avec l'ancien gouvernement, mais il n'était pas intéressé à nous parler», ajoute la présidente.

BLOC-NOTES

Le **BLOC-NOTES** est une chronique à la disposition de tout organisme voulant **annoncer un événement sans but lucratif** (sans frais d'admission) ex.: réunion hebdomadaire, mensuelle, annuelle, exposition culturelle, rencontre de clubs sociaux, etc. Ce service est **GRATUIT.** L'information pertinente doit nous parvenir par le courrier au moins 15 jours avant la date prévue de l'événement. L'heure de tombée est **le jeudi à 16h.** Vous pouvez aussi vous adresser à votre agent communautaire régional de l'ACFA qui se fera un plaisir de vous aider.

BONNYVILLE

Rencontre tous les lundis et vendredis au centre culturel pour jouer aux cartes, au bingo et jeux libres. Le lundi de 13h à 15h: jeux de cartes et à 15h jeux libres. Le vendredi à 13h: bingo, suivi de jeux libres. Nous invitons tout spécialement les personnes du 3e âge (aînés) à venir s'amuser avec nous. Info. 826-1909 (J.A.)

Réunion mensuelle du Club de l'Aurore pour les aînés à Bonnyville le 2e mardi du mois. Info. 826-1909 (J.A.)

Réunion mensuelle du comité de la Société historique, le 3e mercredi du mois à 19h30, au musée. Info. 826-5275 (J.A.)

Rencontres tous les dimanches, lundis, mercredis et vendredis au Club de l'Aurore des Aînés de 13h à 15h. Info: 826-5275

EDMONTON

Bridge tous les mercredis au sous-sol de l'église St-Joachim organisé par le Club de l'Age d'Or de St-Joachim. Inf. Églande Mercier au 489-4417. (J.A.)

Réunion mensuelle de C.A.F.E. (Cercle d'Artisanat Francophone d'Edmonton) le 2e jeudi de chaque mois, à 19h39, au sous-sol de l'église St-Joachim. Inf.: Gerry Dupont au 452-0032 ou 492-4186. (J.A.)

Le club d'Age d'Or de Saint-Thomas-d'Aquin entreprend sa nouvelle saison. Parties de cartes, deuxième et quatrième mercredis du mois à la salle paroissiale St-Thomas d'Aquin. Info: 469-3073. (J.A.)

Chevaliers de Colomb, Conseil La Vérendrye, réunion mensuelle le 2e lundi de chaque mois. Inf.: Dr André Lizaire au 434-6551

Chevaliers de Colomb, Conseil St-Thomas d'Aquin, réunion mensuelle le 2e mardi de chaque mois. Inf.: Bernard Douville au 998-5511 (J.A.)

Chevaliers de Colomb, Assemblée Jacques Cartier, réunion mensuelle le 4e mardi de chaque mois. Inf.: Aimé Déry au 452-4758

Nous jouons au bridge tous les jeudis après-midi au Manoir St-Thomas à 13h30.

Le regroupement des Aînés d'Edmonton (RARE) invite ses membres et leurs amis à des rencontres amicales à chaque 2e mardi du mois à la salle Saint-Thomas-d'Aquin à 13h30. Info: Florent Brien au 466-6095. (J.A.)

RIVIÈRE-LA-PAIX

Chevaliers de Colomb Conseil Grouard no 3025 Réunion mensuelle, le 2e mercredi de chaque mois. Pour informations, Lucien Sasseville au 323-4429 (J.A.)

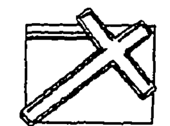
Le Club du Bon Temps est ouvert tous les jours. Activités le samedi soir: jeux de cartes, curling, musique et danse, billard, quilles sur tapis. Info: 624-8182. (J.A.)

Centre culturel, club de bridge tous les lundis à 19h30. Info: Philippe Goudreault au 359-2127.

Club 4-H reprend ses activités artisanales pour les jeunes de 8 à 21 ans tous les samedis à 13h30. Info: Debbie Jacob au 359-2511.

ST-PAUL

Réunion mensuelle du comité du musée historique de St-Paul, le 3e lundi de chaque mois au centre culturel. Info: 645-4800 (J.A.)



PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82 Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

EDMONTON

COOP D'HABITATION - mettez vos noms sur la liste d'attente, logements 2/3 chambres (subsides possibles). Info: Rose-Marie, 439-0897

Erratum

Une information est demeurée incomplète dans l'article intitulé «Les membres exigent plus de détails» paru dans l'édition du Franco du 5 novembre 1993. Selon le bilan consolidé, l'ACFA a marqué un déficit de 35 490$. Il faut toutefois mentionné que l'association a respecté ses prévisions budgétaires de 15 000$ puisque le bilan consolidé comprend aussi les déficits enregistrés par Le Carrefour et Le Franco.

Cartes d'affaires

CHEZ VOUS À L'ACFA

Voici quelques-unes des activités des employé-es de l'ACFA provinciale au cours du mois d'octobre. Un grand merci aux membres de l'exécutif sortant qui n'ont jamais compté leurs heures pour servir notre communauté: Messieurs Denis Tardif, Denis Vincent, Léo Piquette et Marc Arnal. Le mois prochain nous vous ferons découvrir les activités du nouvel exécutif de l'ACFA provinciale.



Notre directeur général, M. Georges Arès, prépare actuellement une session d'information pour le nouvel exécutif de l'ACFA.

M. Arès était en charge de la rédaction finale du rapport du président, de la vérification des rapports financiers avec le comptable, M. Hector Therrien et de l'atelier sur les relations de l'ACFA avec la FCFA.

M. Arès assure le lien entre l'exécutif de l'ACFA et les opérations du Franco et du Carrefour.

Il a participé à la rencontre de l'ACFA avec Canadian Parents for French. Cette rencontre traitait des coupures budgétaires envisagées par le ministère de l'Éducation.

M. Arès est également allé rencontrer, en compagnie de M. Denis Tardif et de Mme Lyne Lemieux, Mme Yvonne Fritz, présidente du Multicultural Commission.

Le directeur général adjoint, M. Richard Barrette, peut pousser un soupir de soulagement. C'est lui qui était responsable de l'organisation du Rond-Point.

M. Barrette a rendu public le rapport du comité du développement économique. Il était en charge des ateliers sur la santé et le développement économique au Rond Point.

M. Barrette prépare la prochaine réunion du comité qui se penche sur la création éventuelle d'une Fondation de la communauté. Le directeur général adjoint prépare la prochaine table de concertation provinciale qui aura lieu samedi le 11 décembre prochain à Edmonton.

Il coordonne également les activités du secteur culturel et liaison.

Mme Lyne Lemieux est responsable du secteur information/politique. Elle est aussi secrétaire du comité des prix et du comité ad hoc sur le Franco.

Mme Lemieux s'est rendue à Calgary pour y tenir le kiosque de l'ACFA à l'occasion du Conseil français de l'ATA à la fin octobre.

Mme Lemieux est allée rencontrer les étudiants de la Société des étudiants et étudiantes en pédagogie de la Faculté St-Jean pour discuter avec eux des conséquences des coupures budgétaires du ministère de l'Éducation.

Mme Lemieux prépare la prochaine réunion du comité des prix et la première rencontre des membres du comité ad hoc.

Mme Lemieux était responsable au Rond-Point de la publicité et du protocole.

Le directeur du développement culturel, M. Yves Caron a préparé et offert un atelier sur l'offre de spectacles au Rond-Point. Il prépare une réunion d'orientation du secteur culturel qui aura lieu le 27 novembre prochain.

M. Caron a lancé officiellement ses programmes en septembre. Il procède également à la distribution du bottin des ressources artistiques francophones de l'Alberta.

Il termine le rapport final de la Fête franco-albertaine et participe en compagnie de David Plamondon à la préparation de la prochaine Fête. Cette dernière aura lieu au début juillet à Plamondon.

M. Caron siège également au conseil d'administration de l'Association des Distributeurs de Produits Culturels (A.D.P.C.) en compagnie de Jacques Tremblay, gérant de la Librairie Le Carrefour. Ce sont eux qui ont participé en compagnie, de François Pageau, à la production de messages publicitaires qui défilent sur votre petit écran ces temps-ci.

Ceux et celles intéressé-es au concept du Vidéodanse peuvent contacter M. Caron au 466-1680.

Notre agent de liaison, M. David Fréchette s'est rendu à Jasper en compagnie de M. Richard Barrette pour concerter la communauté et conseiller l'exécutif pour assurer le développement de la communauté francophone de Jasper.

David s'est aussi rendu à Calgary en compagnie de Richard Barrette, Lyne Lemieux et Denis Tardif à l'occasion du gala célébrant le 10e anniversaire de la régionale de Calgary. Il était à Lethbridge le 5 novembre dernier pour appuyer le développement de cette communauté.

Davis est responsable du comité ad hoc sur la formation des agent-es et bénévévoles de l'ACFA.

M. Fréchette était responsable de l'organisation de l'assemblée générale annuelle. Il est l'auteur du rapport d'évaluation du mécanisme de priorisation et de concertation.

Mme Sylvie Guillette est responsable du secteur comptabilité. Elle veille, en compagnie de Judith Dubeau, à intégrer la comptabilité de la Librairie Le Carrefour dans les opérations régulières de l'ACFA.

Ces temps-ci le renouvellement du membership occupe beaucoup Doris Lavoie qui veille à mettre à jour toutes nos données. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec notre spécialiste en informatique, M. Brian Foster pour améliorer ce service de l'ACFA.

Nous tenons à souligner le bon travail de notre équipe de soutien qui n'a pas ménagé ses efforts à l'occasion de la préparation et de la réalisation du Rond-Point.

Merci à Thérèse Dallaire, Judith Dubeau, Doris Lavoie et Louise Lavallée!